



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SEINE-MARITIME

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°76-2020-25

PUBLIÉ LE 11 FÉVRIER 2020

Sommaire

Préfecture de la Seine-Maritime - DCPAT

| | |
|---|----------|
| 76-2020-02-06-019 - Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune d'OUDALLE. (19 pages) | Page 3 |
| 76-2020-02-06-015 - Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de LILLEBONNE. (20 pages) | Page 23 |
| 76-2020-02-06-016 - Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de MANNEVILLETTE. (6 pages) | Page 44 |
| 76-2020-02-06-017 - Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de MONTIVILLIERS. (13 pages) | Page 51 |
| 76-2020-02-06-018 - Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de OCTEVILLE-SUR-MER. (6 pages) | Page 65 |
| 76-2020-02-06-012 - Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune du GRAND-QUEVILLY. (14 pages) | Page 72 |
| 76-2020-02-06-013 - Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune du HAVRE. (36 pages) | Page 87 |
| 76-2020-02-06-014 - Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune du PETIT-QUEVILLY. (6 pages) | Page 124 |

Préfecture de la Seine-Maritime - DCPPAT

76-2020-02-06-019

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune d'OUDALLE.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
NORMANDIE

Service Risques

Arrêté du - 6 FEV, 2020

instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de OUDALLE

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30, R.555-30-1 et R. 555-31 ;
- Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L.153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1er avril 2019 nommant M.Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Normandie, du 5 novembre 2019 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime le 10 décembre 2019 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté faite au transporteur le 16 décembre 2019.

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article R.555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555.16, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites en annexe 1 du présent arrêté. Ces SUP sont définies à l'article 2 du présent arrêté et sur la base des distances précisées dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Seule la SUP enveloppe (SUP1) est reproduite à titre indicatif dans la carte⁽¹⁾ jointe en annexe 2 du présent arrêté. La mise en œuvre des restrictions des SUP2 ou SUP3 s'effectue dans le cadre de l'analyse de compatibilité qui est obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Seules font foi les distances reportées dans les tableaux de l'annexe 1 appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les SUP sont définies selon les dispositions suivantes en fonction des zones d'effet:

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur, et son ouverture, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager, concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un an. Une copie est adressée au maire de la commune d' OUDALLE.

Article 6

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de OUDALLE, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'aux directeurs de GRTgaz, TRAPIL, TOTAL RAFFINAGE France, ESSO Raffinage, AIR LIQUIDE, LUBRIZOL France et TOTAL FLUIDES

Fait à ROUEN, le **- 6 FEV. 2020**

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de la Seine-Maritime
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie
- l'établissement public compétent ou la mairie concernée

ANNEXE1

Caractéristiques des ouvrages concernés et distances S.U.P. des sociétés

Commune de OUDALLE (code INSEE : 76 489)

Yvan CORDIER

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

• Ouvrages traversant la commune

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| DN100-2003-BRT_OUDALLE_LUBRIZOL | 45,5 | 80 | 0,1 | enterré | 15 | 5 | 5 |
| DN100-2003-BRT_OUDALLE_LUBRIZOL | 45,5 | 100 | 16 | enterré | 20 | 5 | 5 |
| DN150-2016-SECT AVAL OUDALLE LUBRIZOL | 4 | 150 | 3 | enterré | 8 | 5 | 5 |
| DN250-1957-GONFREVILLE-TANCARVILLE_NORD | 45,5 | 80 | 14 | enterré | 15 | 5 | 5 |
| DN250-1957-GONFREVILLE-TANCARVILLE_NORD | 45,5 | 250 | 1150 | enterré | 60 | 5 | 5 |
| DN80-1980-BRT_OUDALLE_TOTAL_FLUIDE | 45,5 | 80 | 16 | enterré | 15 | 5 | 5 |
| SAINT-ILLIERS - LE HAVRE 600/500/400 | 67,7 | 500 | 1155 | enterré | 195 | 5 | 5 |

• Ouvrages non situés sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| DN100-1995-BRT_SANDOUVILLE_ELYOKEM_(GOD_YEARS) | 45,5 | 100 | 0 | enterré | 20 | 5 | 5 |
| DN250-2009-BRT-ROGERVILLE_DRESSER_RAND | 67,7 | 500 | 0 | enterré | 195 | 5 | 5 |

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

- **Installations annexes situées sur la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|---------------------------------------|--|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| OUDALLE Liv. TOTAL FLUIDES CI - 76489 | 35 | 6 | 6 |
| OUDALLE Liv. LUBRIZOL CI - 76489 | 35 | 6 | 6 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Canalisations de transport d'hydrocarbures (PLIF) exploitées par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, établissement de GARGENVILLE, dont le siège social est situé 2 place Jean MILLIER, LA DEFENSE, 92400 COURBEVOIE :

- **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------|--------------|-----|---|--------------|---|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| SP1-SP4 | 69,2 | 508 | 1155 | enterrée | 70 | 15 | 10 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société TRAPIL LHP, dont le siège social est situé 1, rue Charles-Edouard Jeanneret – Technoparc – 78300 POISSY :

- **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|--------------|-----|---|--------------|---|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Gonfreville-Port Jerome 10" (GVA-PJA) | 72,2 | 254 | 1155 | enterré | 115 | 15 | 10 |
| Gonfreville-Port Jerome 12" (GVB-PJB) | 79 | 305 | 1155 | enterré | 135 | 15 | 10 |
| Gonfreville-Port Jerome 20" (GVC-PJC) | 50 | 508 | 1155 | enterré | 135 | 15 | 10 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques exploitées par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, établissement de GONFREVILLE L'ORCHER, dont le siège social est situé 2 place Jean MILLIER, LA DEFENSE 6, 92400 COURBEVOIE :

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--------------------------------------|--------------|-----|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| 03P_Total_Fluides - partie 2 | 33 | 89 | 741 | enterré | 30 | 15 | 10 |
| 03P_Total_Fluides - partie 3 | 33 | 89 | 3 | aérien | 70 | 15 | 15 |
| 04P_Socabu - partie 2 | 49 | 114 | 1158 | enterré | 85 | 35 | 30 |
| 06P_Total_Fluides - partie 2 | 50 | 168 | 726 | enterré | 70 | 15 | 10 |
| 06P_Total_Fluides - partie 3 | 50 | 168 | 4 | aérien | 80 | 55 | 50 |
| 06P_Hoechst_antenne_Exxon - partie 2 | 49 | 168 | 1155 | enterré | 75 | 30 | 25 |
| 04P_Total_Fluides - partie 2 | 50 | 114 | 727 | enterré | 20 | 10 | 5 |
| 04P_Total_Fluides - partie 3 | 50 | 114 | 4 | aérien | 35 | 15 | 15 |
| 04P_Good_Year - partie 2 | 16 | 114 | 1155 | enterré | 70 | 35 | 30 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société ESSO Raffinage SAS, établissement de Port-Jérôme-Sur-Seine, dont le siège social est situé TOUR MANHATTAN 5/6, 5 PL DE L'IRIS, 92400 COURBEVOIE

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|----------------------------------|--------------|-----|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Exxon_Esso_10P_(TJ)_Cim_partie 2 | 30 | 254 | 1155 | enterré | 130 | 15 | 10 |
| Exxon_Esso_22P_26P_Cim_partie 3 | 20 | 660 | 1155 | enterré | 100 | 15 | 10 |
| Exxon_Mobil_14P_Cim_Partie 6 | 35 | 356 | 1155 | enterré | 105 | 15 | 10 |

**Canalisations de transport de produits chimiques exploitée par la société AIR LIQUIDE
FRANCE INDUSTRIE Zone Industrielle Est Portuaire du Havre - Route des Alizés 76430
SANDOUVILLE**

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------------|--------------|-----|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Antenne N2 LE HAVRE | 64 | 175 | 1155 | enterré | 5 | 5 | 5 |
| Antenne N2 LUBRIZOL | 64 | 65 | 740 | enterré | 5 | 5 | 5 |
| Antenne N2 TOTAL SOLVANT | 64 | 65 | 394 | enterré | 5 | 5 | 5 |
| Port-Jérôme - Gonfreville H2 | 36 | 350 | 1155 | enterré | 80 | 10 | 10 |
| Antenne OXYGENE LE HAVRE | 64 | 150 | 1155 | enterré | 5 | 5 | 5 |

• **Installations annexes situées sur la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|-------------------------|--|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Cabine N2 TOTAL Fluides | 5 | 5 | 5 |
| Cabine N2 LUBRIZOL | 5 | 5 | 5 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitée par la société LUBRIZOL France, établissement de OUDALLE dont le siège social est situé 25 Quai de France, 76 100 ROUEN

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------|--------------|------------|---|----------------|--|-----------|-----------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| <i>Coupe C4 Aller</i> | 18 | 200 | 564 | enterré | 125 | 35 | 25 |
| <i>Coupe C4 Retour</i> | 16 | 150 | 563 | enterré | 125 | 35 | 25 |
| <i>Coupe C4 Aller</i> | 18 | 200 | 450 | enterré | 125 | 35 | 25 |
| <i>Coupe C4 Retour</i> | 16 | 150 | 450 | enterré | 125 | 35 | 25 |

• **Ouvrages non situés sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------|--------------|------------|---|----------------|--|-----------|-----------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| <i>Coupe C4 Aller</i> | 18 | 200 | 0 | enterré | 125 | 35 | 25 |
| <i>Coupe C4 Retour</i> | 16 | 150 | 0 | enterré | 125 | 35 | 25 |

• **Installations annexes situées sur la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|------------------------|--|-----------|-----------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| <i>Coupe C4 Aller</i> | 175 | 45 | 40 |
| <i>Coupe C4 Retour</i> | 175 | 45 | 40 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitée par la société TOTAL FLUIDES, établissement de OUDALLE dont le siège social est situé : 24 cours MICHELET, 92 800 PUTEAUX

- **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|--------------|------------|---|----------------|--|------------|------------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| <i>S2 Bases pétrolières désulfurées aromatiques</i> | 17,8 | 100 | 2231 | enterré | 140 | 110 | 105 |
| <i>S2 Bases pétrolières traitées et désaromatisées</i> | 17,8 | 100 | 2336 | enterré | 140 | 110 | 105 |
| <i>S2 Toluène</i> | 17,8 | 100 | 2336 | enterré | 140 | 110 | 105 |
| <i>S2 Xylène</i> | 17,8 | 100 | 2231 | enterré | 140 | 110 | 105 |
| <i>Tronçon aérien sur le site de TOTAL FLUIDES</i> | 17,8 | 100 | 5 | aérien | 185 | 110 | 105 |

* Les tronçon aériens ne sont pas représentés sur les cartes annexées. Il y a lieu de se rapprocher du transporteur TOTAL FLUIDES pour connaître leur positionnement.

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : ...: 6. FEV. 2020.
ROUEN, le : - 6 FEV. 2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



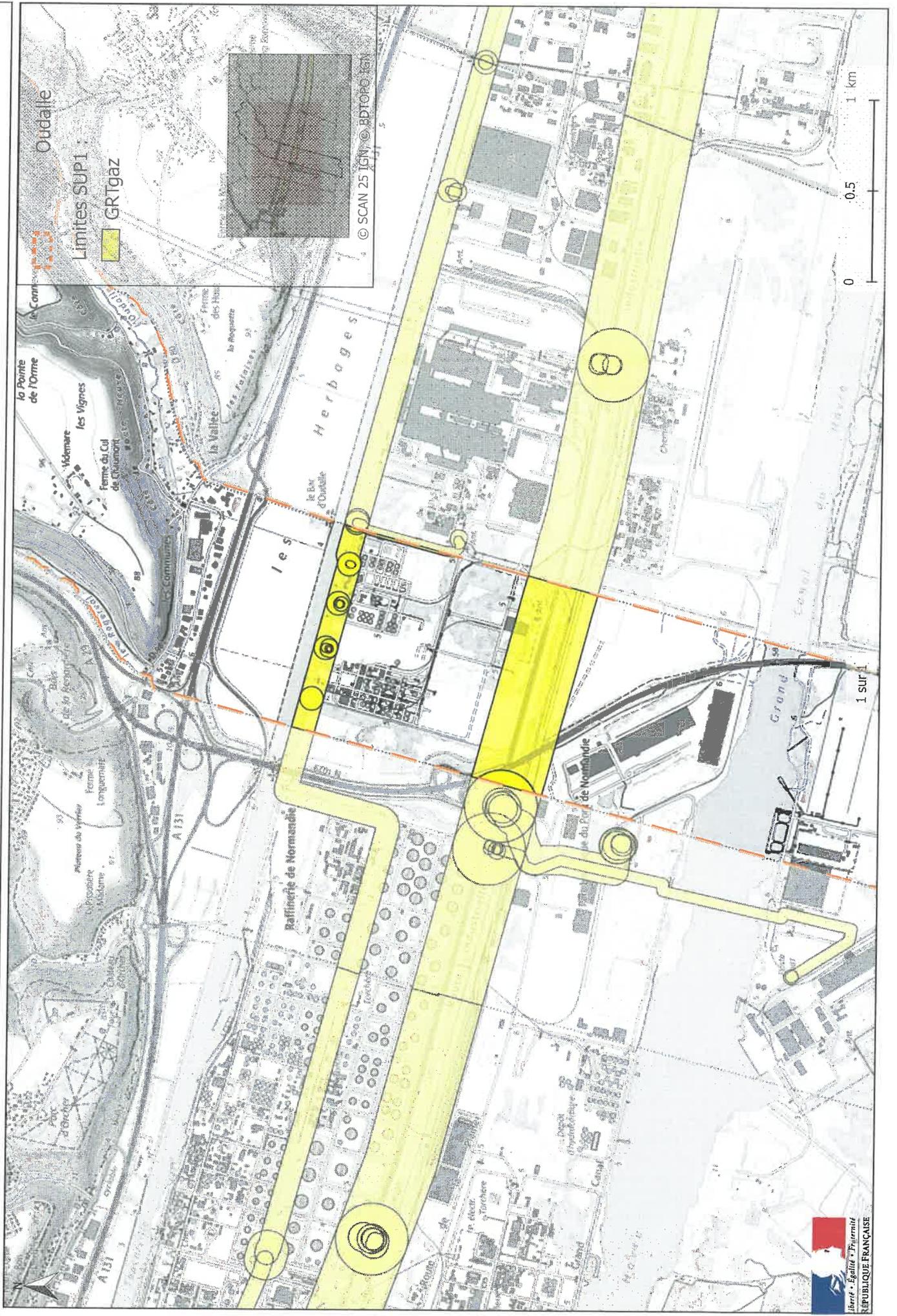
Yvan CORDIER

ANNEXE 2

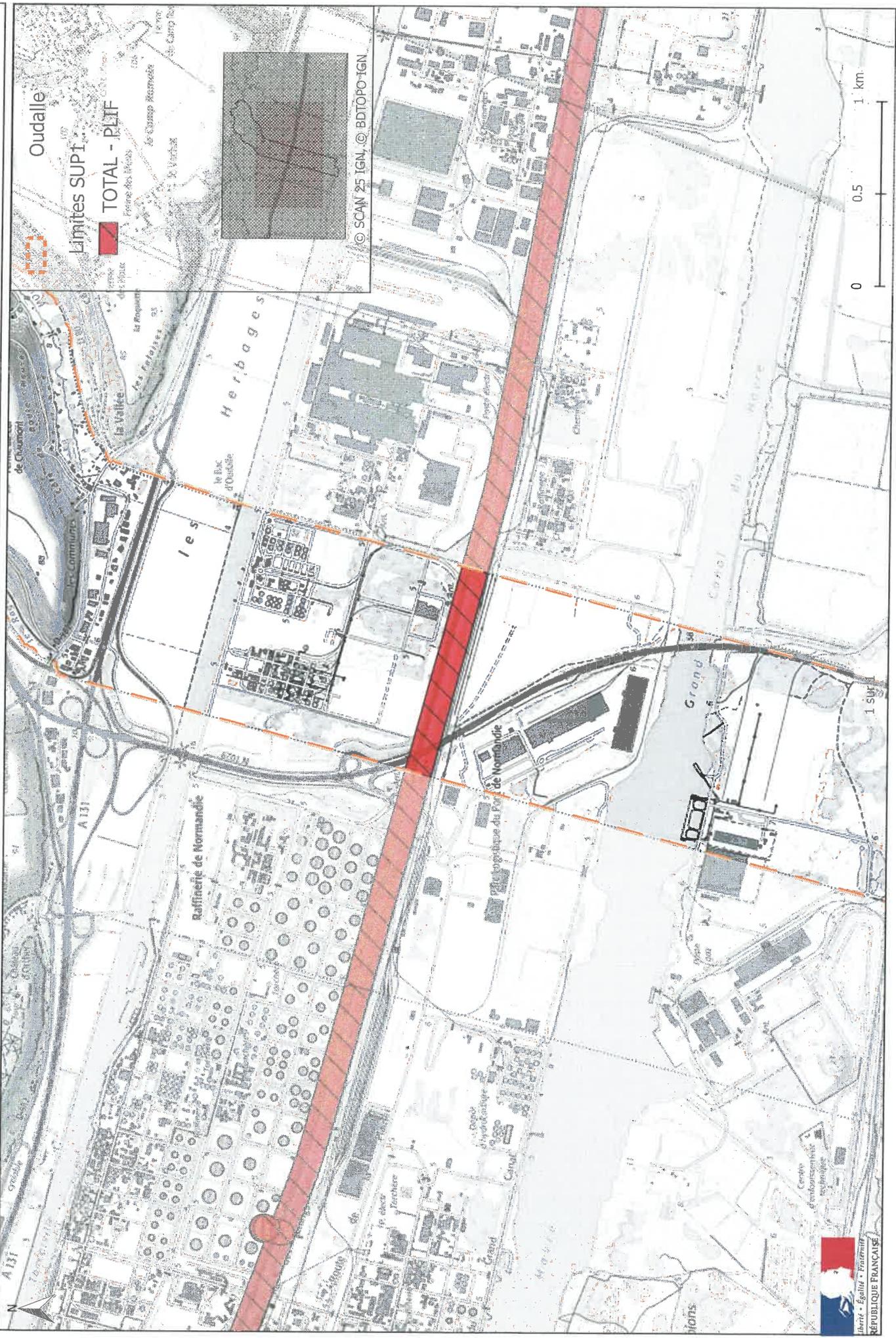
Commune d'LOUDALLE

Représentation cartographique des zones de servitude SUP1

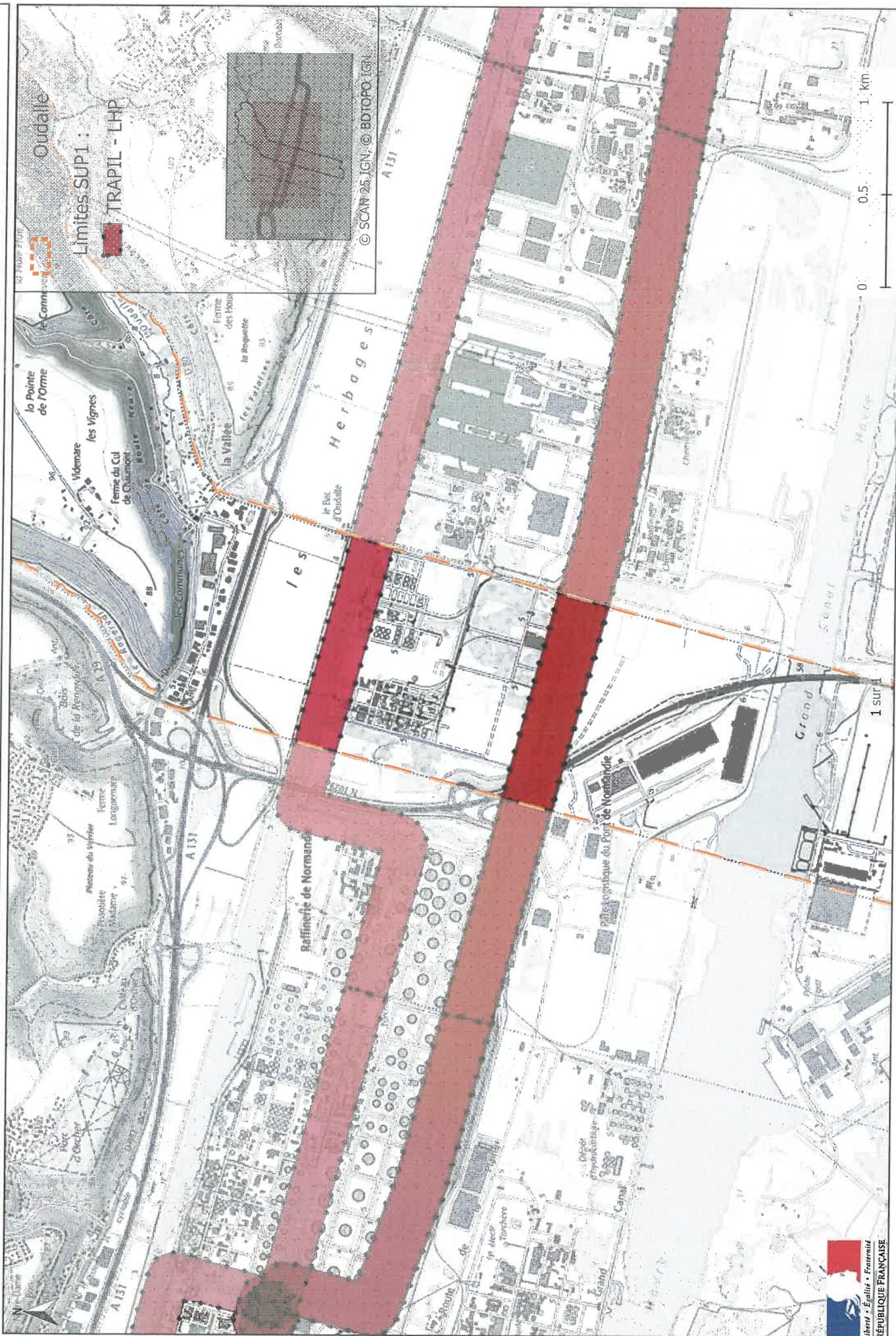
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



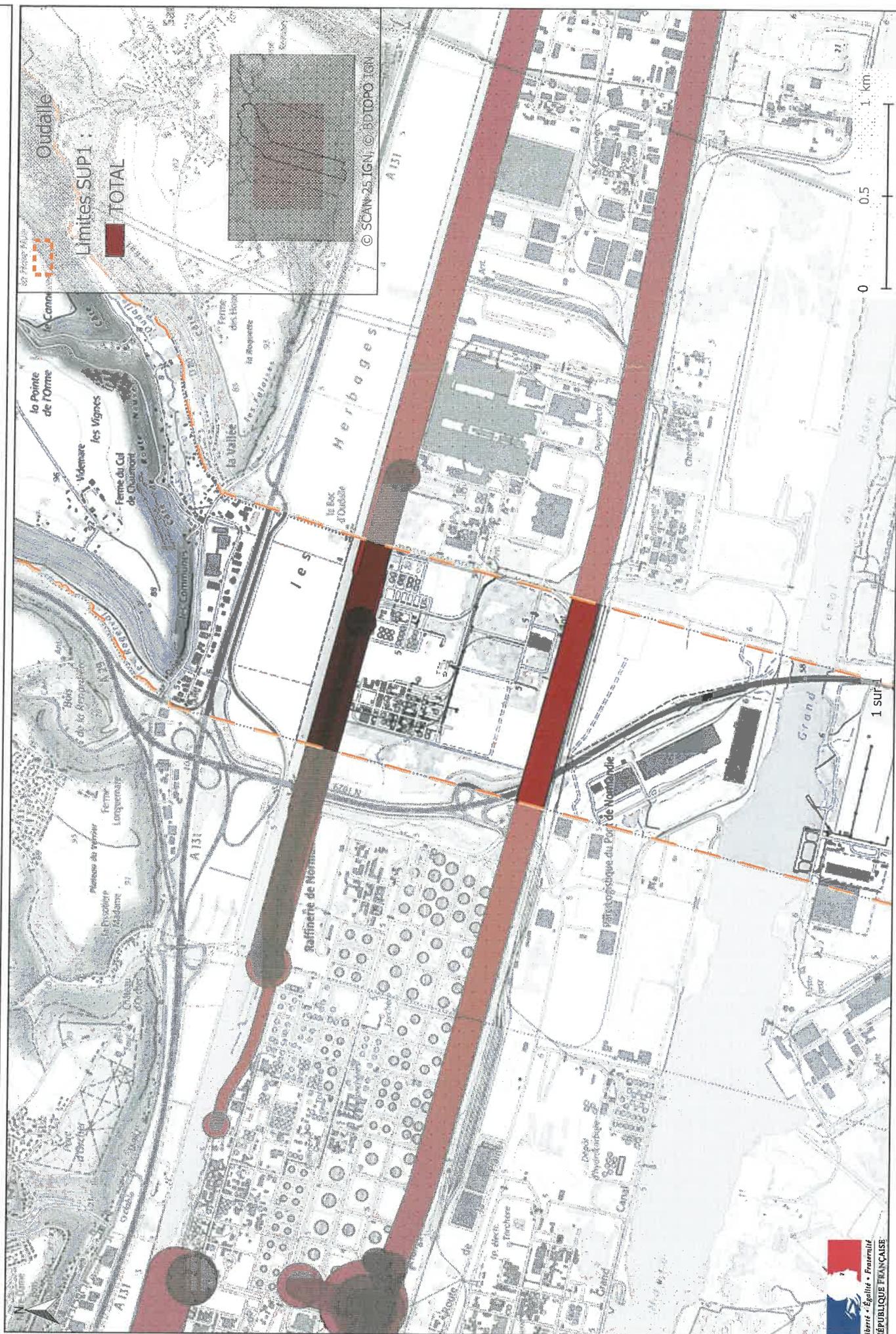
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



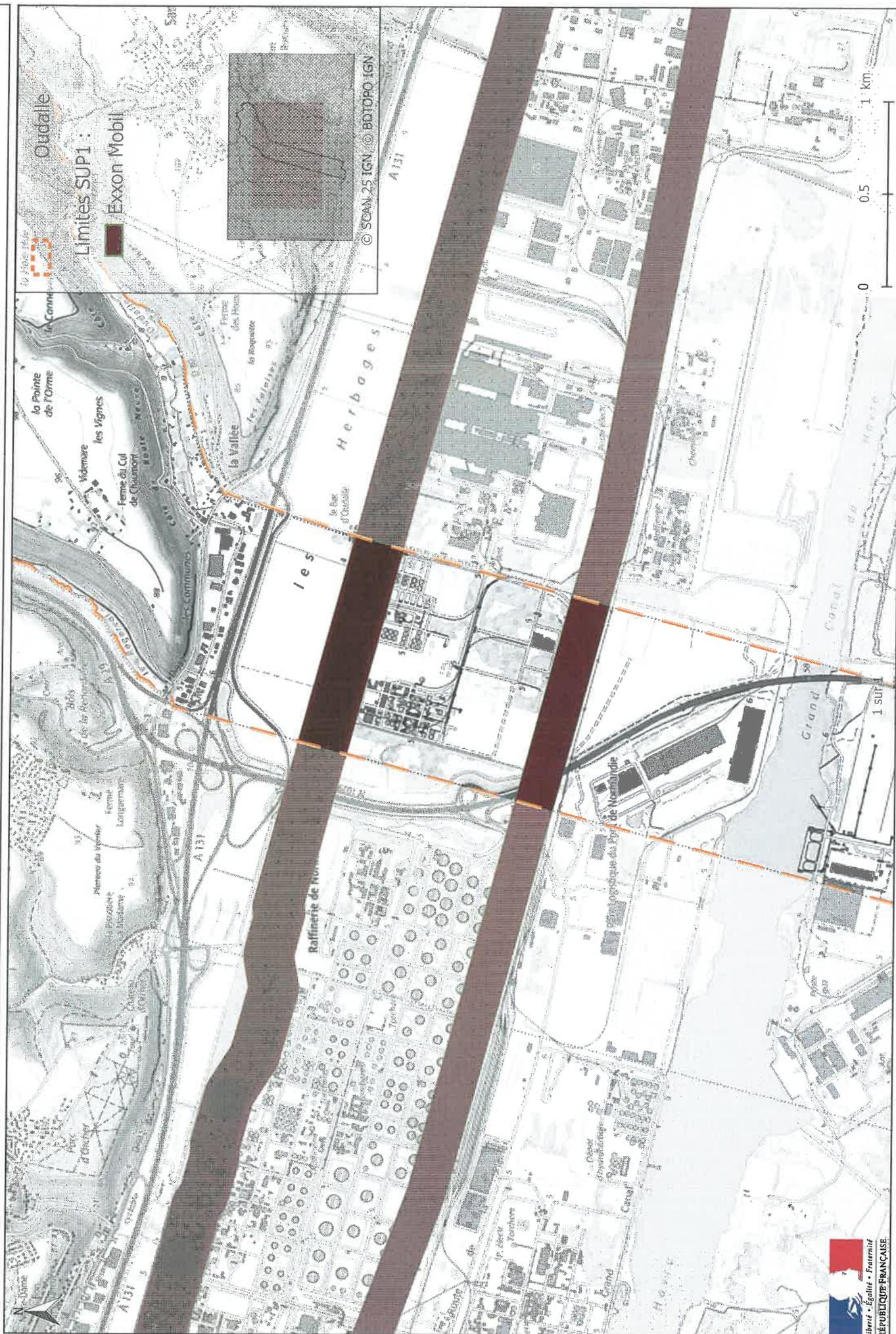
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



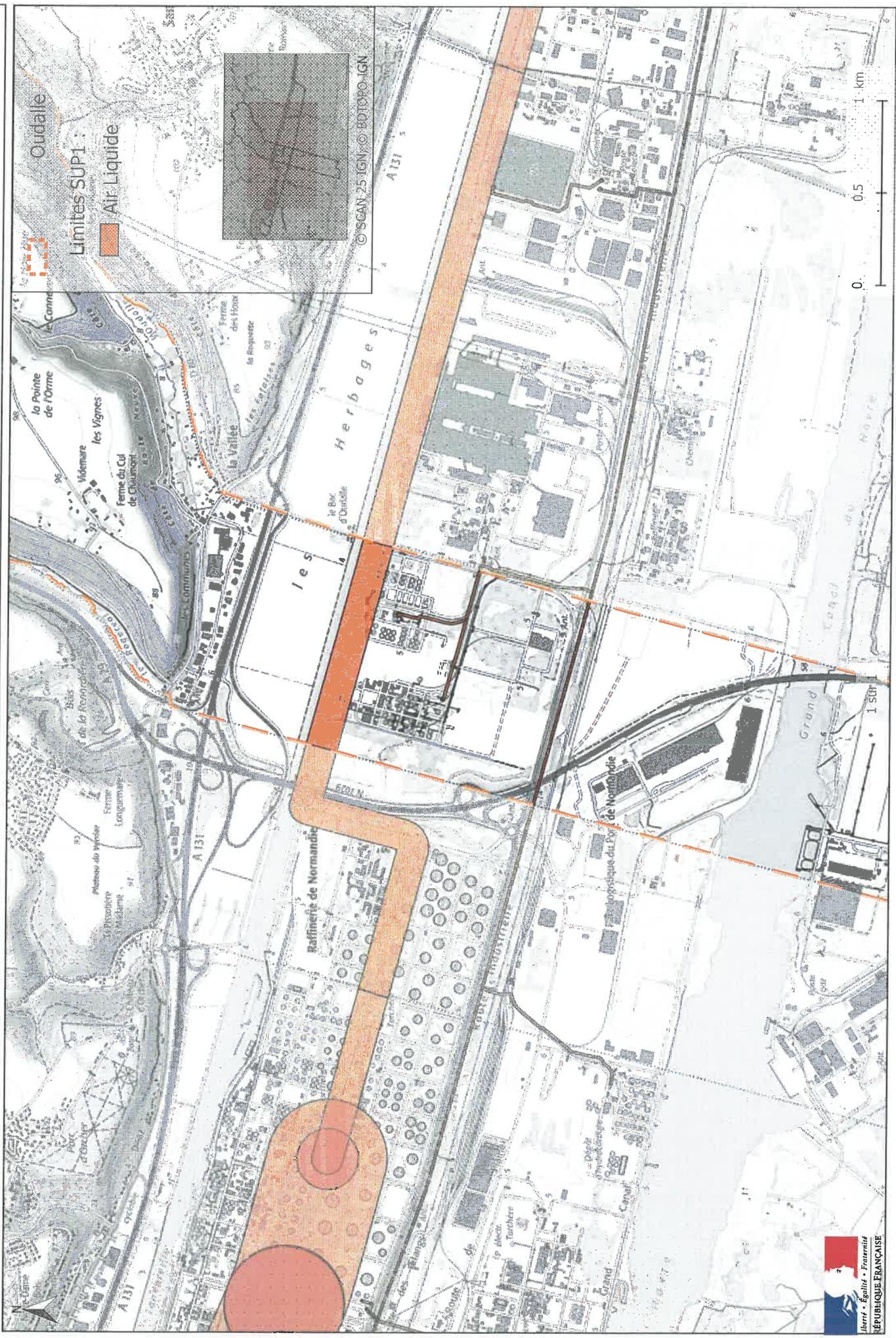
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



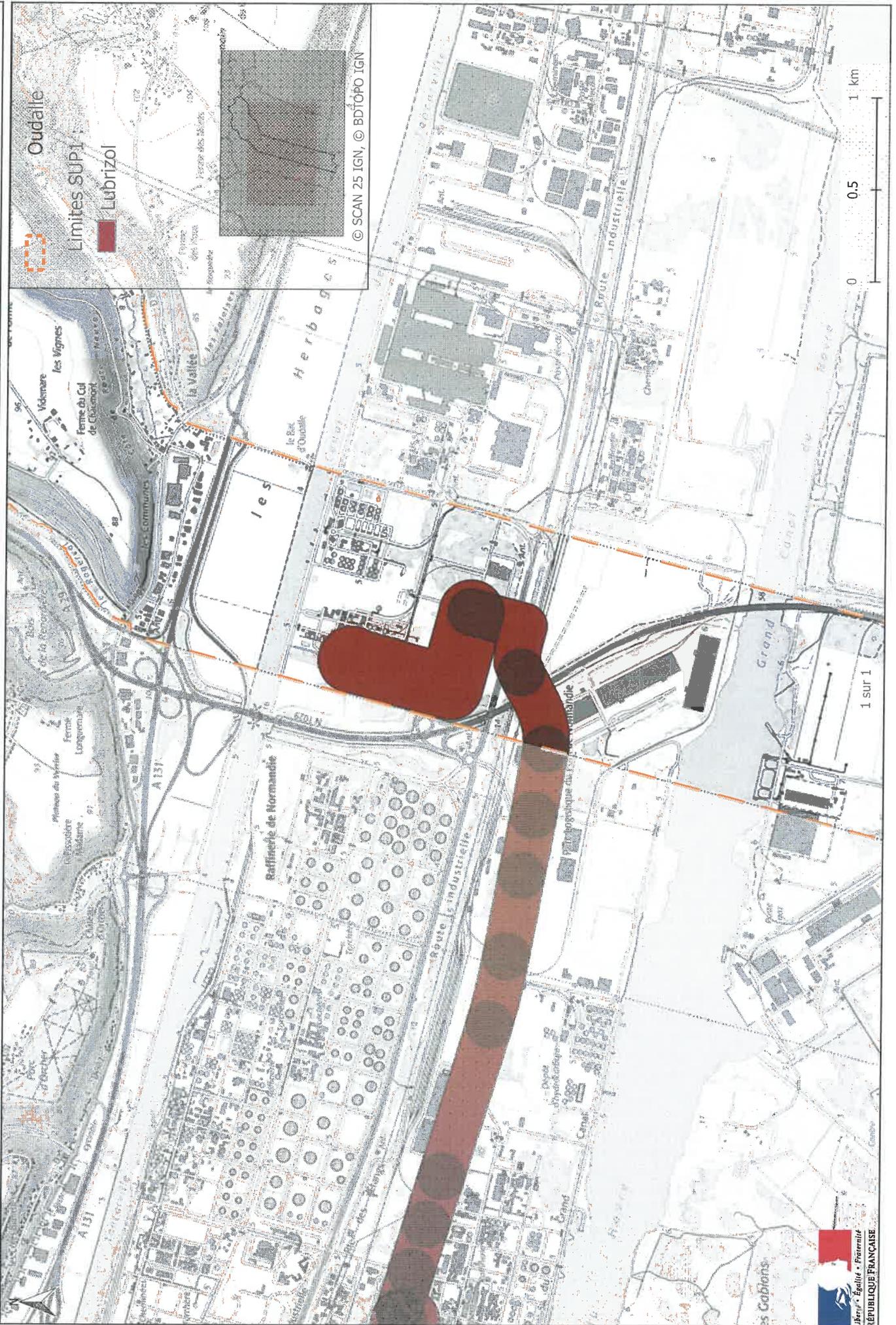
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



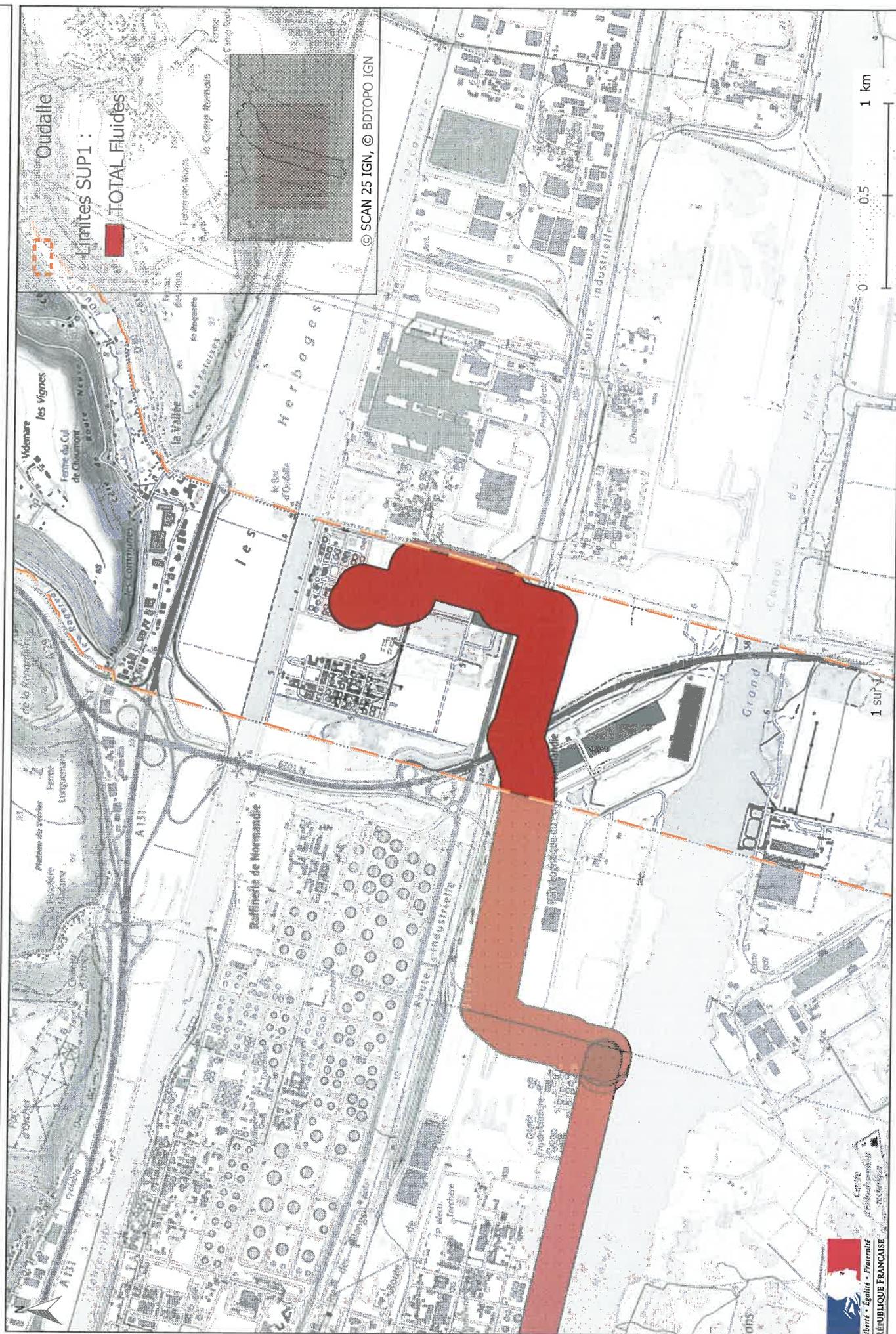
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Préfecture de la Seine-Maritime - DCPAT

76-2020-02-06-015

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de LILLEBONNE.

de LILLEBONNE.

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
NORMANDIE

Service Risques

Arrêté du - 6 FEV. 2020

instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de LILLEBONNE

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30, R.555-30-1 et R. 555-31 ;
- Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L.153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1er avril 2019 nommant M.Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Normandie, du 5 novembre 2019 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime le 10 décembre 2019 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté faite au transporteur le 16 décembre 2019 .

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article R555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555.16, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites en annexe 1 du présent arrêté. Ces SUP sont définies à l'article 2 du présent arrêté et sur la base des distances précisées dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Seule la SUP enveloppe (SUP1) est reproduite à titre indicatif dans la carte⁽¹⁾ jointe en annexe 2 du présent arrêté. La mise en œuvre des restrictions des SUP2 ou SUP3 s'effectue dans le cadre de l'analyse de compatibilité qui est obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Seules font foi les distances reportées dans les tableaux de l'annexe 1 appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les SUP sont définies selon les dispositions suivantes en fonction des zones d'effet:

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur, et son ouverture, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager, concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un an. Une copie est adressée au maire de la commune de LILLEBONNE.

Article 6

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de LILLEBONNE, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'aux directeurs de GRTgaz, TRAPIL, TOTAL RAFFINAGE France, EXXON MOBIL CHEMICAL France, ESSO Raffinage SAS et AIR LIQUIDE,

Fait à ROUEN, le **- 6 FEV. 2020**

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général.



Yvan CORDIER

- (1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :
- la préfecture de la Seine-Maritime
 - la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie
 - l'établissement public compétent ou la mairie concernée

ANNEXE1

Caractéristiques des ouvrages concernés et distances SUP associées

Commune de LILLEBONNE (code INSEE : 76 384)

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

• Ouvrages traversant la commune

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|--------------|-----|---|--------------|---|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| DN100-1976-PORT_JEROME_ZI- LILLEBONNE_UNITED_CHEMICAL | 67,7 | 100 | 812 | enterré | 25 | 5 | 5 |
| DN80-2018-BRT_LILLEBONNE_SCORI | 67,7 | 80 | 59 | enterré | 15 | 5 | 5 |
| DN100-1978-LILLEBONNE | 67,7 | 100 | 1834 | enterré | 25 | 5 | 5 |
| DN100-1978-LILLEBONNE | 67,7 | 150 | 492 | enterré | 45 | 5 | 5 |
| DN100-1989-BRT_LILLEBONNE_FICOBEL (BAYER) | 45,5 | 100 | 357 | enterré | 20 | 5 | 5 |
| DN100-1989-BRT_LILLEBONNE_FICOBEL (BAYER) | 38,1 | 200 | 1865 | enterré | 35 | 5 | 5 |
| DN100-2004-LILLEBONNE- LILLEBONNE_(INTERCONNEXION) | 67,7 | 100 | 58 | enterré | 25 | 5 | 5 |
| DN150-1976-BRT_PORT_JEROME_ZI | 45,5 | 150 | 48 | enterré | 35 | 5 | 5 |
| DN150-2007-BRT-LILLEBONNE_CI | 67,7 | 150 | 77 | enterré | 45 | 5 | 5 |
| DN150-2007-BRT-LILLEBONNE_CI | 67,7 | 200 | 0,1 | enterré | 55 | 5 | 5 |
| DN250-1957-TANCARVILLE- NOTRE_DAME_DE_GRAVENCHON_Port_ Jérôme | 45,5 | 250 | 2624 | enterré | 60 | 5 | 5 |
| DN300-2007-BRT-LILLEBONNE-CI | 67,7 | 300 | 4 | enterré | 95 | 5 | 5 |
| DN400-2004-SAINT_ANTOINE_LA_FORET- NOTRE_DAME_DE_GRAVENCHON | 67,7 | 400 | 3523 | enterré | 145 | 5 | 5 |
| DN50-1994-BRT_LILLEBONNE_SCORI | 67,7 | 50 | 12 | enterré | 15 | 5 | 5 |
| DN50-1994-BRT_LILLEBONNE_SCORI | 67,7 | 80 | 0,3 | enterré | 15 | 5 | 5 |
| DN80-1978-BRT_LILLEBONNE_SODES | 67,7 | 80 | 2 | enterré | 15 | 5 | 5 |
| DN80-1982- BRT_LILLEBONNE_EXXON_MOBIL_CHEMI CAL | 67,7 | 80 | 52 | enterré | 15 | 5 | 5 |
| DN80-1990- BRT_LILLEBONNE_LES_HERBAGES | 67,7 | 80 | 26 | enterré | 15 | 5 | 5 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

- **Installations annexes situées sur la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|--|--|----------|----------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Lillebonne TEREOS BENP - 76384 | 35 | 6 | 6 |
| LILLEBONNE SCORI - 76384 | 35 | 6 | 6 |
| BAYER LILLEBONNE - 76384 | 35 | 6 | 6 |
| LILLEBONNE EXXON MOBIL CHEMICALS - 76384 | 35 | 6 | 6 |
| LILLEBONNE-LES-HERBAGES - 76384 | 35 | 6 | 6 |
| Z.I. PORT-JEROME - 76384 | 90 | 6 | 6 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

- **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|----------------------------------|--|----------|----------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CABOT CARBONE LILLEBONNE - 76476 | 35 | 6 | 6 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Cana­lisa­tions de transport d'hydrocarbures exploi­tees par la societe TRAPIL LHP, dont le si­ege social est si­tu­e 1, rue Charles-Edouard Jeanneret – Technoparc – 78300 POISSY :

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en metres) | Implantation | Distances S.U.P. en metres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|--------------|-----|---|--------------|---|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Gonfreville-Port Jerome 10" (GVA-PJA) | 72,2 | 254 | 2041 | enterré | 115 | 15 | 10 |
| Gonfreville-Port Jerome 12" (GVB-PJB) | 79 | 305 | 2036 | enterré | 135 | 15 | 10 |
| Gonfreville-Port Jerome 20" (GVC-PJC) | 50 | 508 | 2054 | enterré | 135 | 15 | 10 |
| Port Jerome-Ouistreham 20"(PJ-T82) | 41,9 | 508 | 1767 | enterré | 130 | 15 | 10 |
| Port Jerome-Petit Couronne 10"(PJA- PCA) | 74,8 | 254 | 95 | enterré | 115 | 15 | 10 |
| Port Jerome-Petit Couronne 12"(PJB- PCB) | 96,8 | 305 | 92 | enterré | 135 | 15 | 10 |
| Port Jerome-Vernon 32"(PJ-VE) | 60,3 | 813 | 1828 | enterré | 140 | 15 | 10 |

• **Ouvrages non situes sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette derniere**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en metres) | Implantation | Distances S.U.P. en metres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|--------------|-----|---|--------------|---|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Port Jerome-Petit Couronne 20"(PJC- PCC) | 58,9 | 508 | 0 | enterré | 135 | 15 | 10 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société TRAPIL LHP, dont le siège social est situé 1, rue Charles-Edouard Jeanneret – Technoparc – 78300 POISSY :

- **Installations annexes non situés sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|--|--|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Installation annexe de Notre-Dame-de-Gravenchon (PJ) | 65 | 40 | 35 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques exploitées par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, établissement de GONFREVILLE L'ORCHER dont le siège social est situé 2 place Jean MILLIER, LA DEFENSE 6, 92400 COURBEVOIE :

- **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---------------------------------------|--------------|-----|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| 04P_Socabu - partie 2 | 49 | 114 | 2627 | enterré | 85 | 35 | 30 |
| 06P_Hoechst_antenne_Exxon - partie 2 | 49 | 168 | 2925 | enterré | 75 | 30 | 25 |
| 06P_Hoechst_antenne_Exxon - partie 3 | 49 | 168 | 20 | aérien | 120 | 50 | 45 |
| 06P_Hoechst_antenne_Socabu - partie 1 | 49 | 168 | 888 | enterré | 75 | 30 | 25 |

- **Installations annexes traversant la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|---|--|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Chambre à vanne de Lillebonne - 4" Socabu et 6" Hoescht | 85 | 35 | 30 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques exploitées par la société EXXON MOBIL CHEMICAL FRANCE et ESSO Raffinage SAS , établissements de Port-Jérôme-Sur-Seine, dont le siège social est situé TOUR MANHATTAN 5/6, 5 PL DE L'IRIS, 92400 COURBEVOIE

• Ouvrages traversant la commune

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Exxon_SAS_02,5P_Gas residuaire_Esso_partie 1 | 30 | 64 | 2,7 | aérien | 130 | 40 | 40 |
| Exxon_SAS_02,5P_Gas residuaire_Esso_partie 2 | 30 | 64 | 17 | aérien | 130 | 40 | 40 |
| Exxon_SAS_02,5P_Gas residuaire_Esso_partie 3 | 30 | 64 | 432 | enterré | 50 | 20 | 13 |
| Exxon_SAS_02,5P_Gas residuaire_Esso_partie 4 | 30 | 64 | 22 | aérien | 130 | 40 | 40 |
| Exxon_SAS_02,5P_Gas residuaire_Esso_partie 5 | 30 | 64 | 522 | enterré | 50 | 20 | 13 |
| Exxon_Esso_10P_(TJ)_Cim_partie 2 (1) | 30 | 254 | 1958 | enterré | 130 | 15 | 10 |
| Exxon_Esso_10P_(TJ)_Cim_partie 3 (1) | 30 | 254 | 395 | aérien | 130 | 35 | 35 |
| Exxon_Esso_22P_26P_Cim_partie 5 (1) | 20 | 660 | 2626 | enterré | 100 | 15 | 10 |
| Exxon_Mobil_14P_Cim_Partie 6 (1) | 35 | 356 | 2148 | enterré | 105 | 15 | 10 |
| Exxon_SAS_10P_(ethylene)_Esso_partie 1 | 19,8 | 254 | 19 | aérien | 415 | 20 | 20 |
| Exxon_SAS_10P_(ethylene)_Esso_partie 2 | 19,8 | 254 | 15 | aérien | 415 | 20 | 20 |
| Exxon_SAS_10P_(ethylene)_Esso_partie 3 | 19,8 | 254 | 538 | enterré | 80 | 5 | 5 |
| Exxon_SAS_10P_(ethylene)_Esso_partie 4 | 19,8 | 254 | 15 | aérien | 415 | 20 | 20 |
| Exxon_SAS_10P_(ethylene)_Esso_partie 5 | 19,8 | 254 | 518 | enterré | 80 | 5 | 5 |
| Exxon_Esso_04P_Lanxess_partie 1 | 14,35 | 102 | 61 | aérien | 100 | 45 | 45 |
| Exxon_Esso_04P_Lanxess_partie 2 | 14,35 | 102 | 384 | enterré | 80 | 20 | 12 |
| Exxon_SAS_04P_(propylene)_Esso_partie 1 | 30 | 102 | 5 | aérien | 200 | 60 | 60 |
| Exxon_SAS_04P_(propylene)_Esso_partie 2 | 30 | 102 | 15 | aérien | 200 | 60 | 60 |
| Exxon_SAS_04P_(propylene)_Esso_partie 3 | 30 | 102 | 534 | enterré | 85 | 9 | 6 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

(1) Canalisations exploitées par ESSO Raffinage SAS

Canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques exploitées par les sociétés EXXON MOBIL CHEMICAL FRANCE et ESSO Raffinage SAS , établissements de Port-Jérôme-Sur-Seine, dont le siège social est situé TOUR MANHATTAN 5/6, 5 PL DE L'IRIS, 92 400 COURBEVOIE

• **Ouvrages traversant la commune (suite)**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Exxon_SAS_04P_(propylene)_Esso_partie 4 | 30 | 102 | 15 | aérien | 200 | 60 | 60 |
| Exxon_SAS_04P_(propylene)_Esso_partie 5 | 30 | 102 | 547 | enterré | 85 | 9 | 6 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

• **Ouvrages non situés sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Exxon_SAS_02,5P_Gas résiduaire_Esso_partie 6 | 30 | 64 | 0 | aérien | 130 | 40 | 40 |
| Exxon_Mobil_14P_Cim_Partie 7 (1) | 35 | 356 | 0 | aérien | 105 | 35 | 35 |
| Exxon_SAS_10P_(ethylene)_Esso_partie 6 19,8 | 19,8 | 254 | 0 | aérien | 415 | 20 | 20 |
| Exxon_SAS_04P_(propylene)_Esso_partie 6 | 30 | 102 | 0 | aérien | 200 | 60 | 60 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

(1) Canalisation exploitée par ESSO Raffinage SAS

Canalisations de transport de produits chimiques exploitée par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE Zone Industrielle Est Portuaire du Havre – Route des Alizés 76 430 SANDOUVILLE

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Antenne N2 LANXESS | 40 | 65 | 106 | enterré | 5 | 5 | 5 |
| Antenne N2 LILLEBONNE | 64 | 175 | 1815 | enterré | 5 | 5 | 5 |
| Antenne N2 SODES | 64 | 50 | 1385 | enterré | 5 | 5 | 5 |
| Antenne N2 vers LILLEBONNE | 40 | 150 | 53 | aérien | 5 | 5 | 5 |
| Antenne N2 vers LILLEBONNE | 40 | 150 | 1261 | enterré | 5 | 5 | 5 |
| H2 LILLEBONNE-NOTRE DAME DE GRAVENCHON | 100 | 100 | 2659 | enterré | 40 | 15 | 10 |
| Port-Jérôme - Gonfreville H2 | 36 | 350 | 2036 | enterré | 80 | 10 | 10 |
| Antenne OXYGENE LILLEBONNE | 64 | 150 | 1804 | enterré | 5 | 5 | 5 |
| LILLEBONNE-NOTRE DAME DE GRAVENCHON | 64 | 150 | 1343 | enterré | 5 | 5 | 5 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

• **Ouvrages non situés sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| ESSO Raffinage - TRAPIL (ex Petroplus) | 55,7 | 350 | 0 | enterré | 322 | 40 | 35 |

**Canalisations de transport de produits chimiques exploitée par la société AIR LIQUIDE
FRANCE INDUSTRIE Zone Industrielle Est Portuaire du Havre – Route des Alizés
76 430 SANDOUVILLE**

- **Installations annexes traversant la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|-----------------------------------|--|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Cabine N2 Tereos | 5 | 5 | 5 |
| Sectionnement N2 Sudac | 5 | 5 | 5 |
| Sectionnement N2 Lanxess | 5 | 5 | 5 |
| Cabine H2 ExxonMobil Chemical LPP | 75 | 30 | 30 |

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : ... - 6. FEV. 2020.
ROUEN, le : - 6 FEV. 2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



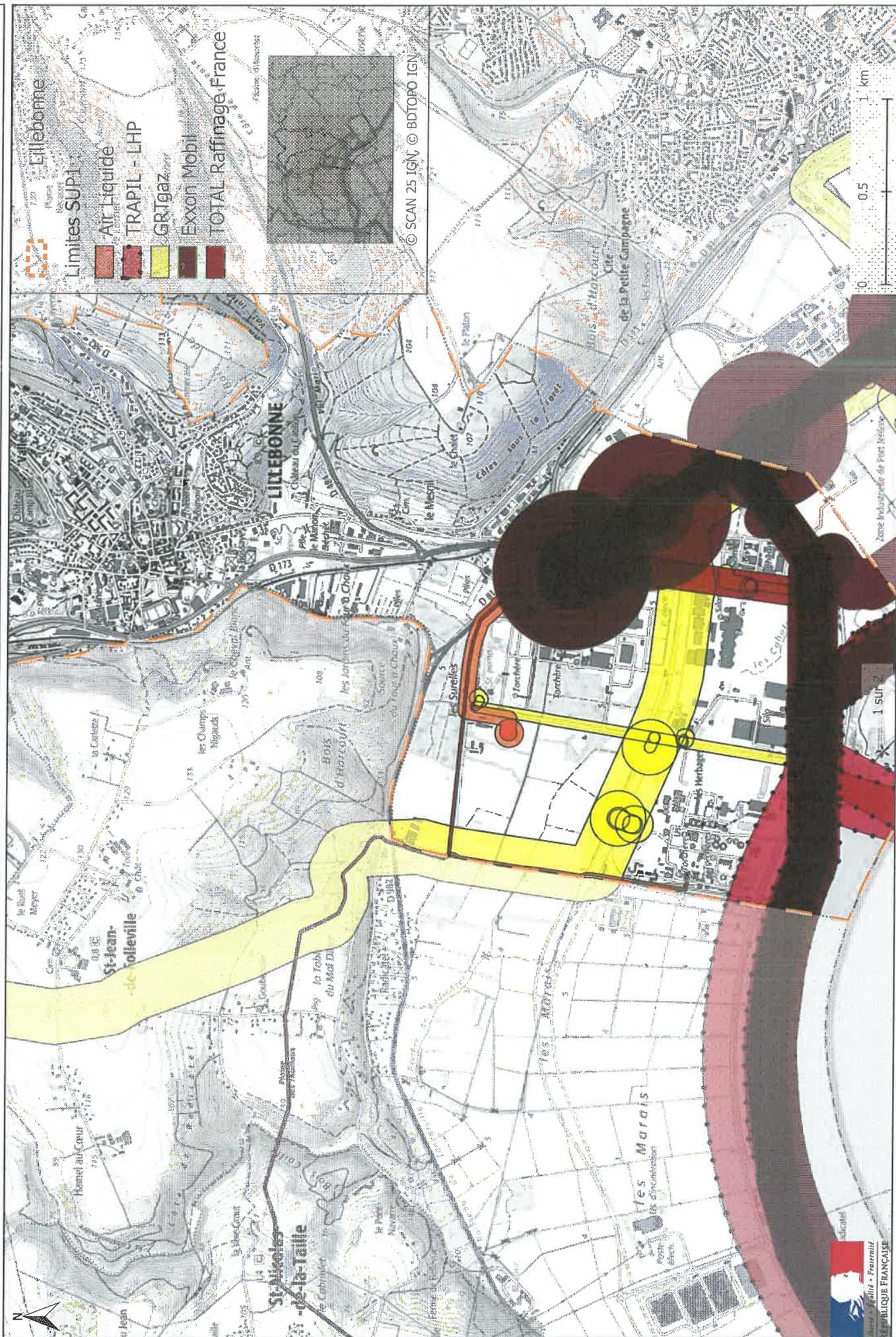
Yvan CORDIER

ANNEXE 2

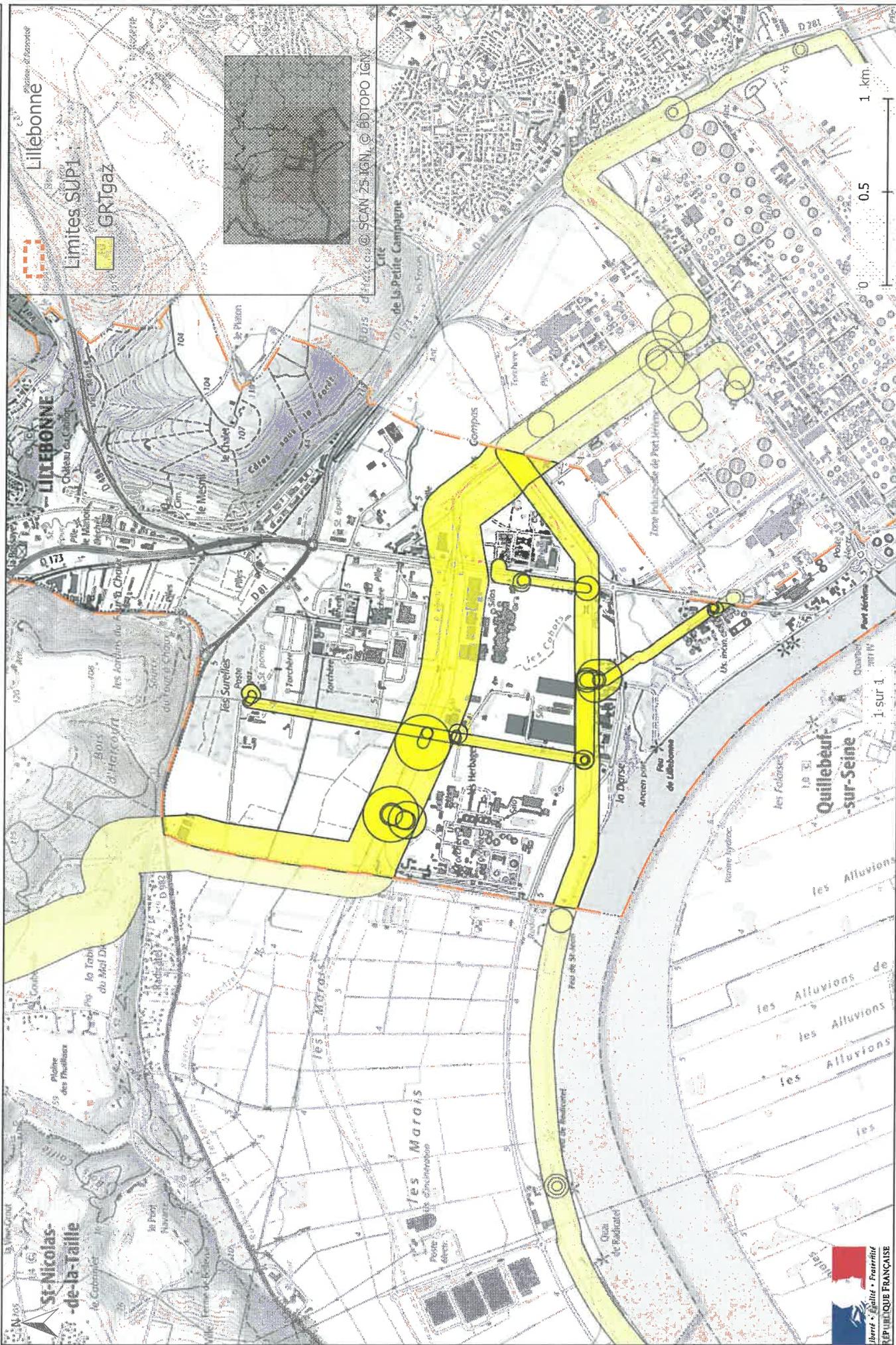
Commune de LILLEBONNE

Représentation cartographique des zones de servitude SUP1

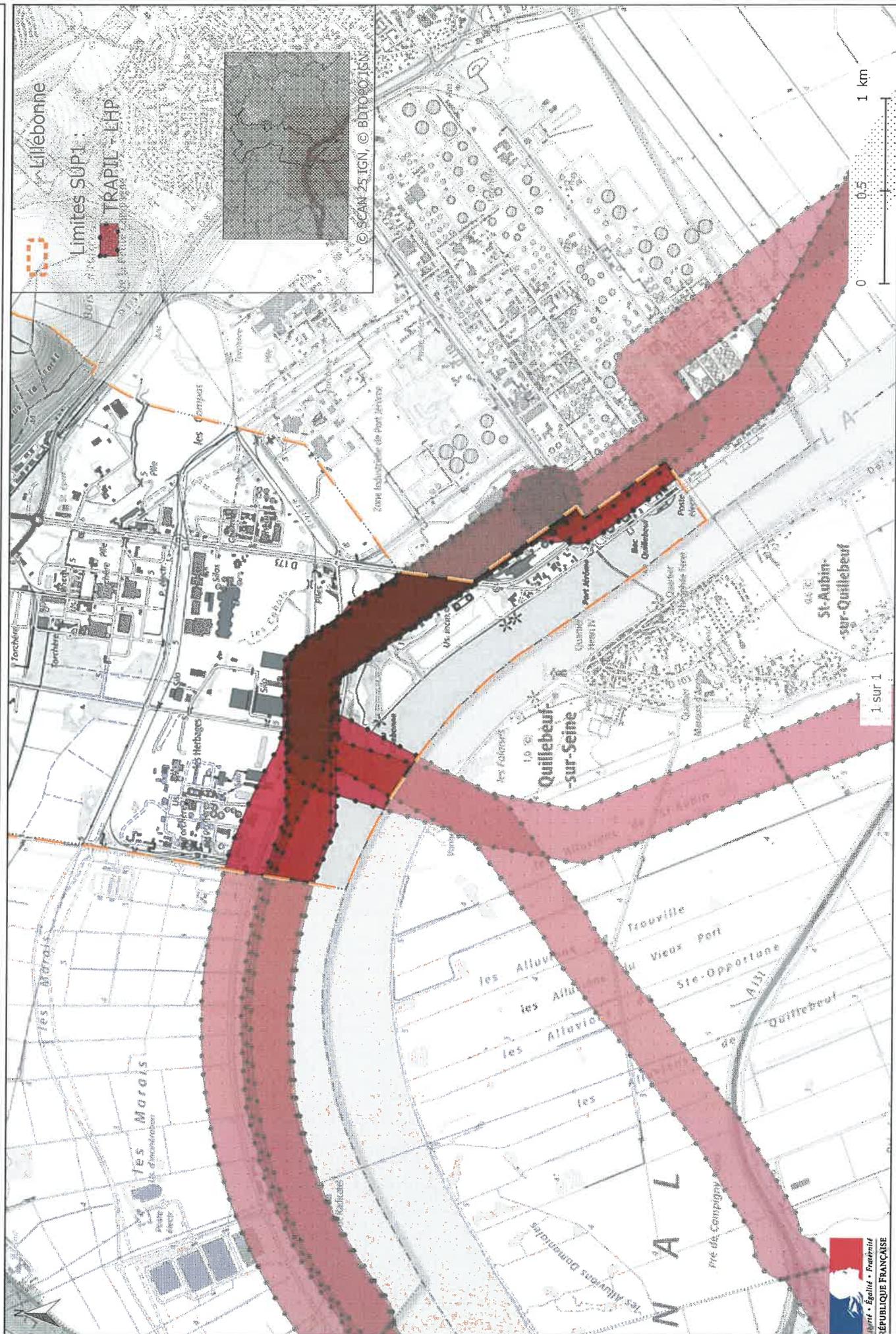
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



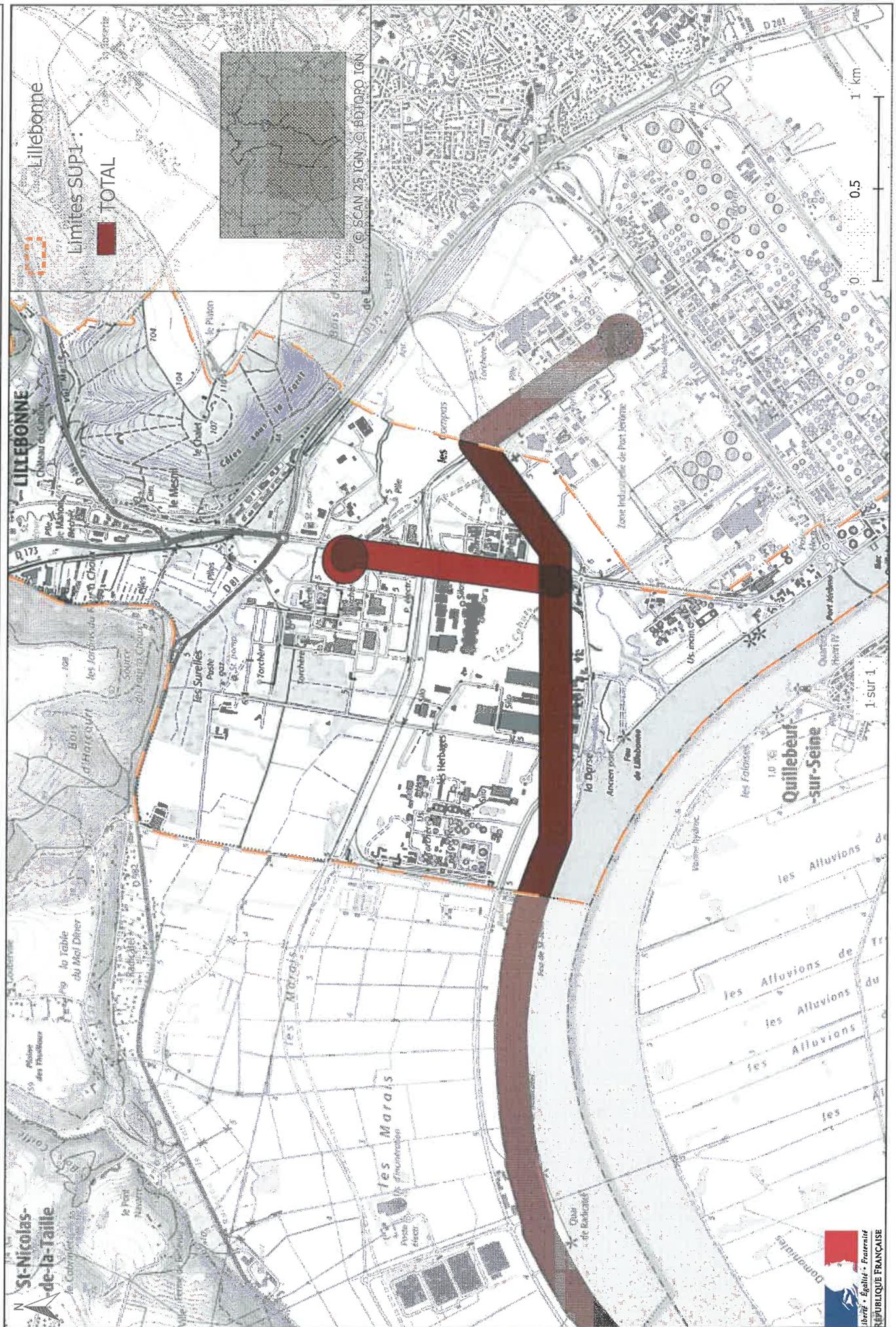
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



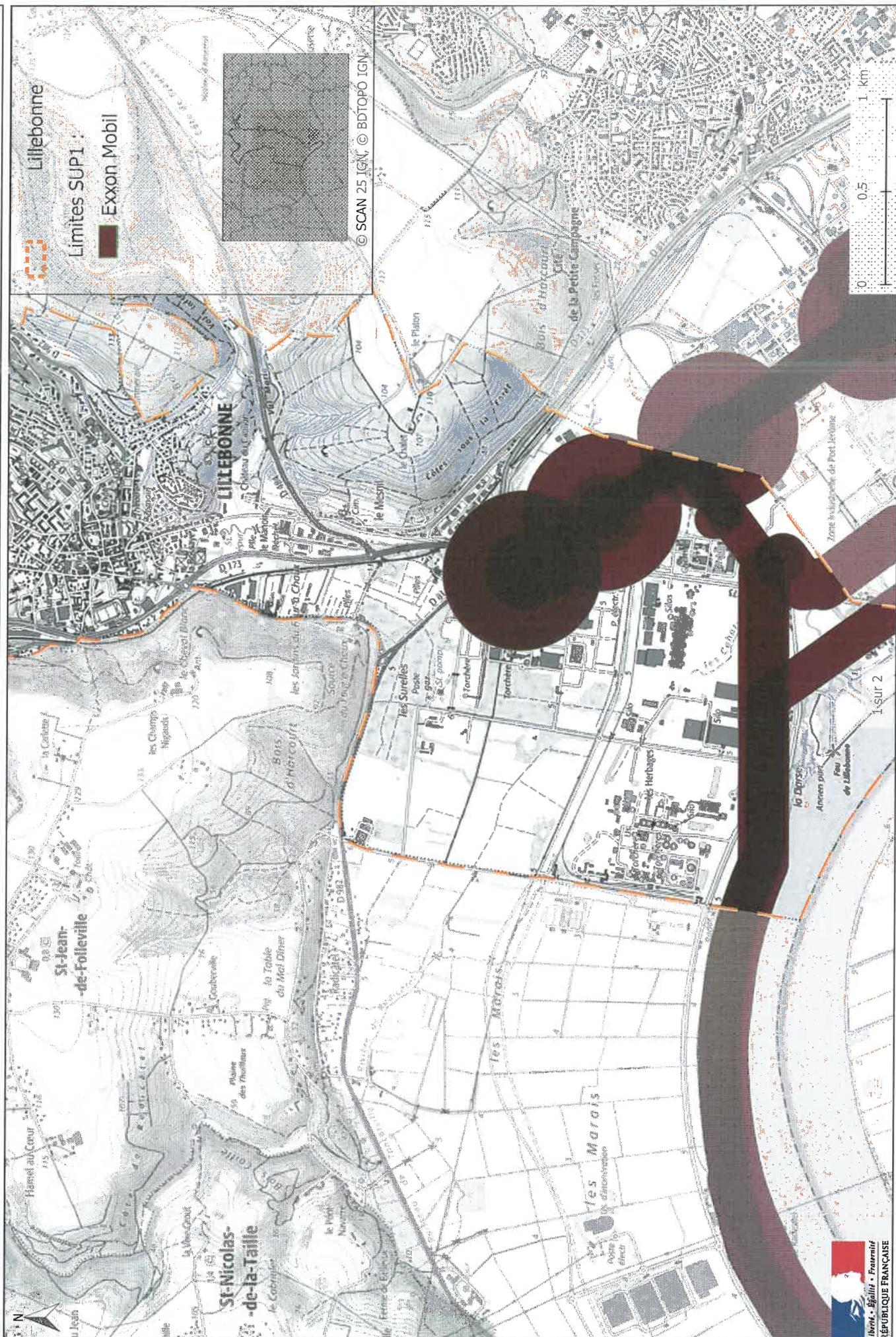
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



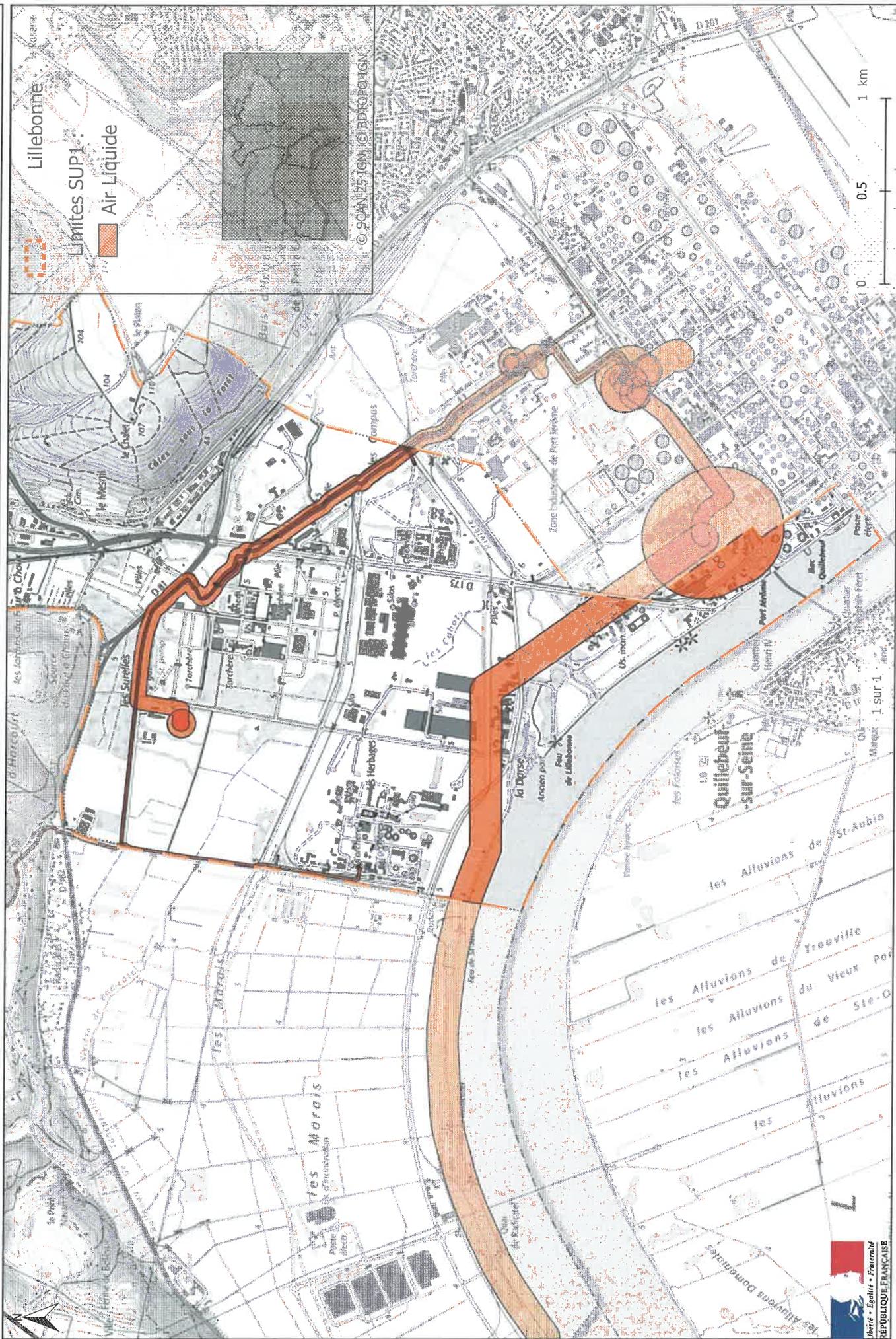
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Préfecture de la Seine-Maritime - DCPAT

76-2020-02-06-016

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de MANNEVILLE.

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
NORMANDIE

Service Risques

Arrêté - 6 FEV. 2020

du instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de MANNEVILETTE

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30, R.555-30-1 et R. 555-31 ;
- Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L.153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1er avril 2019 nommant M.Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-154 du 19 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Normandie, du 5 novembre 2019 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime le 10 décembre 2019 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté faite au transporteur le 16 décembre 2019.

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article R.555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555.16, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites en annexe 1 du présent arrêté. Ces SUP sont définies à l'article 2 du présent arrêté et sur la base des distances précisées dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Seule la SUP enveloppe (SUP1) est reproduite à titre indicatif dans la carte⁽¹⁾ jointe en annexe 2 du présent arrêté. La mise en œuvre des restrictions des SUP2 ou SUP3 s'effectue dans le cadre de l'analyse de compatibilité qui est obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Seules font foi les distances reportées dans les tableaux de l'annexe 1 appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les SUP sont définies selon les dispositions suivantes en fonction des zones d'effet:

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur, et son ouverture, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager, concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un an. Une copie est adressée au maire de la commune de MANNEVILETTE.

Article 6

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de MANNEVILETTE, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'au directeur de la Compagnie Industrielle Maritime

Fait à ROUEN, le **- 6 FEV. 2020**

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER

- (1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :
- la préfecture de la Seine-Maritime
 - la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie
 - l'établissement public compétent ou la mairie concernée

ANNEXE1

Caractéristiques des ouvrages concernés et distances SUP associées

Commune de MANNEVILLETTE (code INSEE : 76 409)

Canalisations de transport de pétrole brut exploitées par la société Compagnie Industrielle Maritime, exploité par l'établissement du HAVRE et dont le siège social est situé 1, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS

- Ouvrages traversant la commune

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|--------------|------|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Antifer - Fonfenay | 24 | 1050 | 1635 | enterré | 110 | 15 | 10 |

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : ... 6. FEV. 2020 ...
ROUEN, le : - 6 FEV. 2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Yvan CORDIER

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : - 6 FEV. 2020
ROUEN, le : - 6 FEV. 2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Yvan CORDIER

ANNEXE 2

Commune de MANNEVILLETTE

Représentation cartographique des zones de servitude SUP1

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Préfecture de la Seine-Maritime - DCPAT

76-2020-02-06-017

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de MONTIVILLIERS.

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
NORMANDIE

Service Risques

Arrêté du - 6 FEV 2020

instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de MONTIVILLIERS

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30, R.555-30-1 et R. 555-31 ;
- Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L.153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1er avril 2019 nommant M.Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-154 du 19 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Normandie, du 5 novembre 2019 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime le 10 décembre 2019 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté faite au transporteur le 16 décembre 2019.

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article R.555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555.16, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites en annexe 1 du présent arrêté. Ces SUP sont définies à l'article 2 du présent arrêté et sur la base des distances précisées dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Seule la SUP enveloppe (SUP1) est reproduite à titre indicatif dans la carte⁽¹⁾ jointe en annexe 2 du présent arrêté. La mise en œuvre des restrictions des SUP2 ou SUP3 s'effectue dans le cadre de l'analyse de compatibilité qui est obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Seules font foi les distances reportées dans les tableaux de l'annexe 1 appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les SUP sont définies selon les dispositions suivantes en fonction des zones d'effet:

Servitude SUP1. correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur, et son ouverture, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2. correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3. correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager, concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un an. Une copie est adressée au maire de la commune de MONTIVILLIERS.

Article 6

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de MONTIVILLIERS, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'aux directeurs de GRTgaz, de la Compagnie Industrielle Maritime et du SNOI,

Fait à ROUEN, le - 6 FEV. 2020

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER

- (1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :
- la préfecture de la Seine-Maritime
 - la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie
 - l'établissement public compétent ou la mairie concernée

ANNEXE1

Caractéristiques des ouvrages concernés et distances SUP associées

Commune de MONTIVILLIERS (code INSEE : 76 447)

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

- Ouvrages traversant la commune

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| DN100-2000-BRT_MONTIVILLIERS_LA_SECC | 45,5 | 100 | 248 | enterré | 20 | 5 | 5 |
| DN200-1978-GONFREVILLE_150-MONTIVILLIERS | 45,5 | 200 | 1836 | enterré | 40 | 5 | 5 |

- Installations annexes situées sur la commune

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|-----------------------|---|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| MONTIVILLIERS - 76447 | 105 | 6 | 6 |

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : - 6 FEV. 2020 ...
ROUEN, le : - 6 FEV. 2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Yvan CORDIER

Canalisations de transport de pétrole brut exploitées par la société Compagnie Industrielle Maritime, exploité par l'établissement du HAVRE et dont le siège social est situé 1, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|--------------|------|---|--------------|---|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Montivilliers PK 9.50 à 9.54 | 24 | 1050 | 134 | enterré | 255 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Montivilliers PK 9.54 - Vanne de Montivilliers | 24 | 1050 | 4011 | enterré | 110 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Vanne de Montivilliers - Vanne de l'Écluse | 24 | 1050 | 184 | enterré | 105 | 15 | 10 |

• **Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|--------------|------|---|--------------|---|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Le Fontenay PK 9.32 à 9.36 | 24 | 1050 | 0 | enterré | 255 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Le Fontenay PK 9.36 à 9.50 | 24 | 1050 | 0 | enterré | 110 | 15 | 10 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures dénommées Oléoducs de Défense Commune (ODC), exploitées par le Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI), service du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, direction générale de l'énergie et du climat, Tour Séquoia, 92055 La Défense Cedex

Opérateur: TRAPIL – ODC 22 B route de Demigny Champforgeuil CS 30081 71103 Chalon-sur-Saône Cedex

- **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CIM- Le Havre | 19,6 | 508 | 1442 | enterré | 130 | 15 | 10 |
| Le Havre - Fallencourt | 69,7 | 324 | 1551 | enterré | 145 | 15 | 10 |

- **Installations annexes ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|-------------------------------|---|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Station de pompage Le Havre 2 | 65 | 15 | 10 |
| Chambre à vannes Le Havre | 55 | 15 | 10 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : ...-6-FEV-2020..
ROUEN, le : -6-FEV-2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Yvan CORDIER

ANNEXE 2

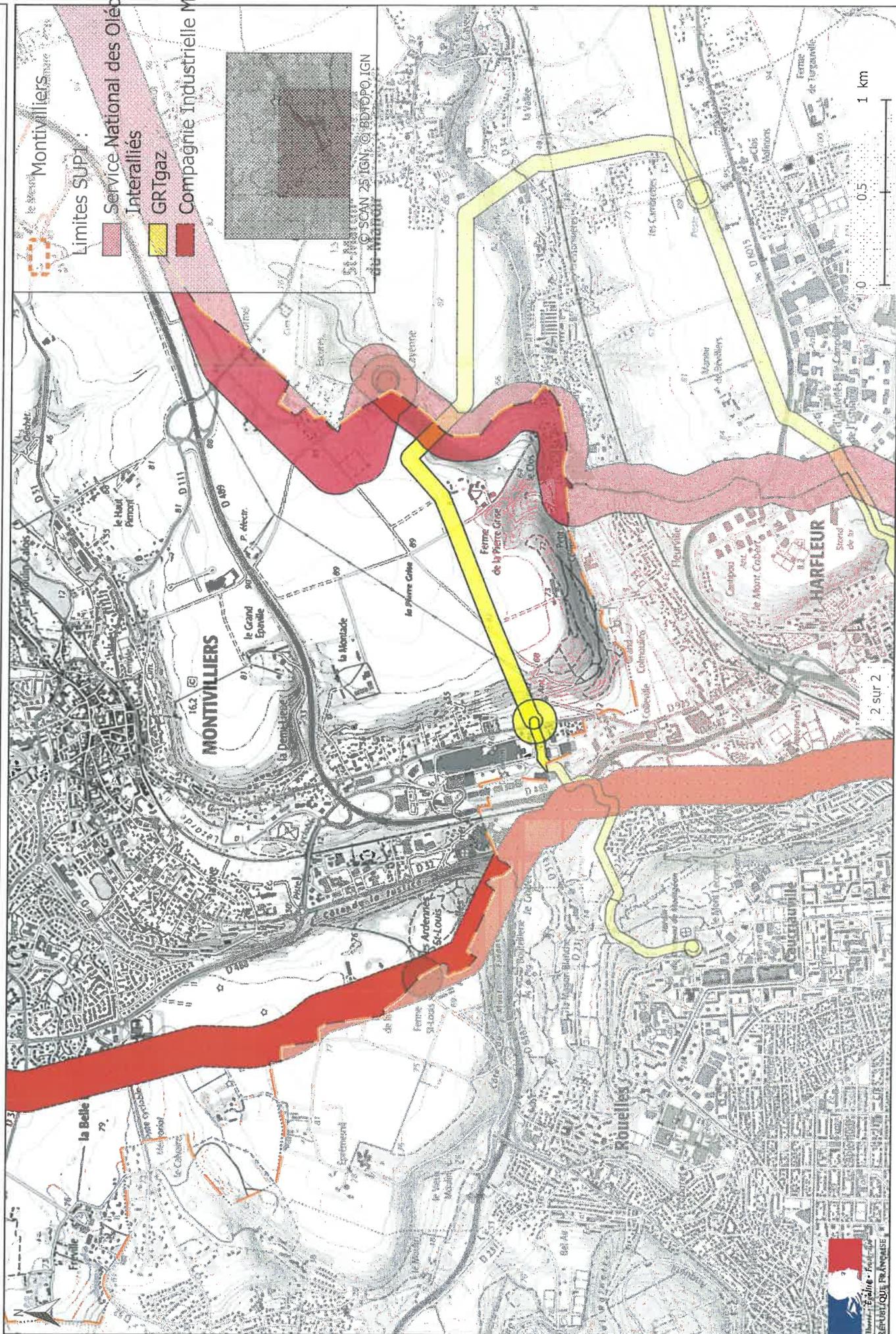
Commune de MONTIVILLIERS

Représentation cartographique des zones de servitude SUP1

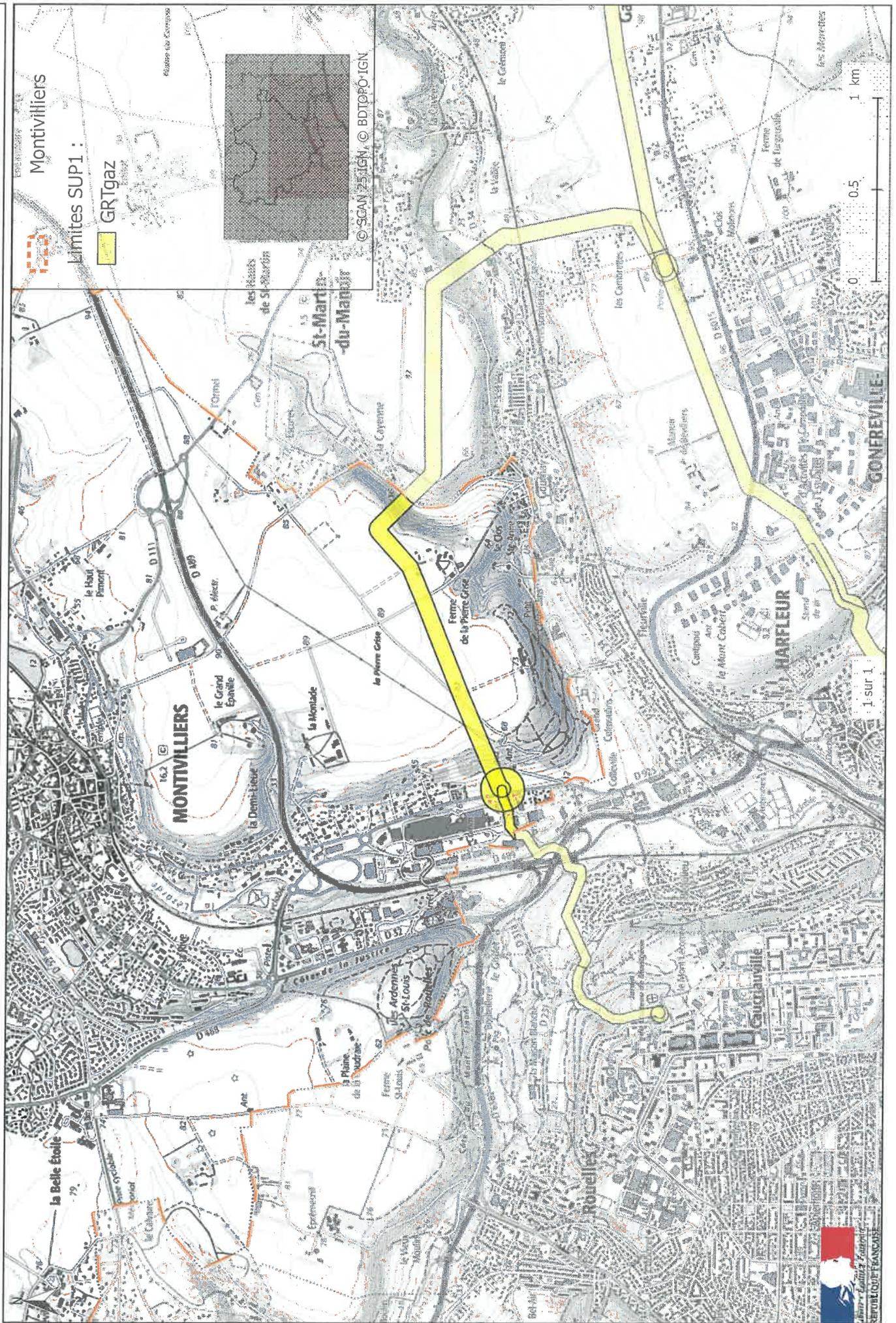
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



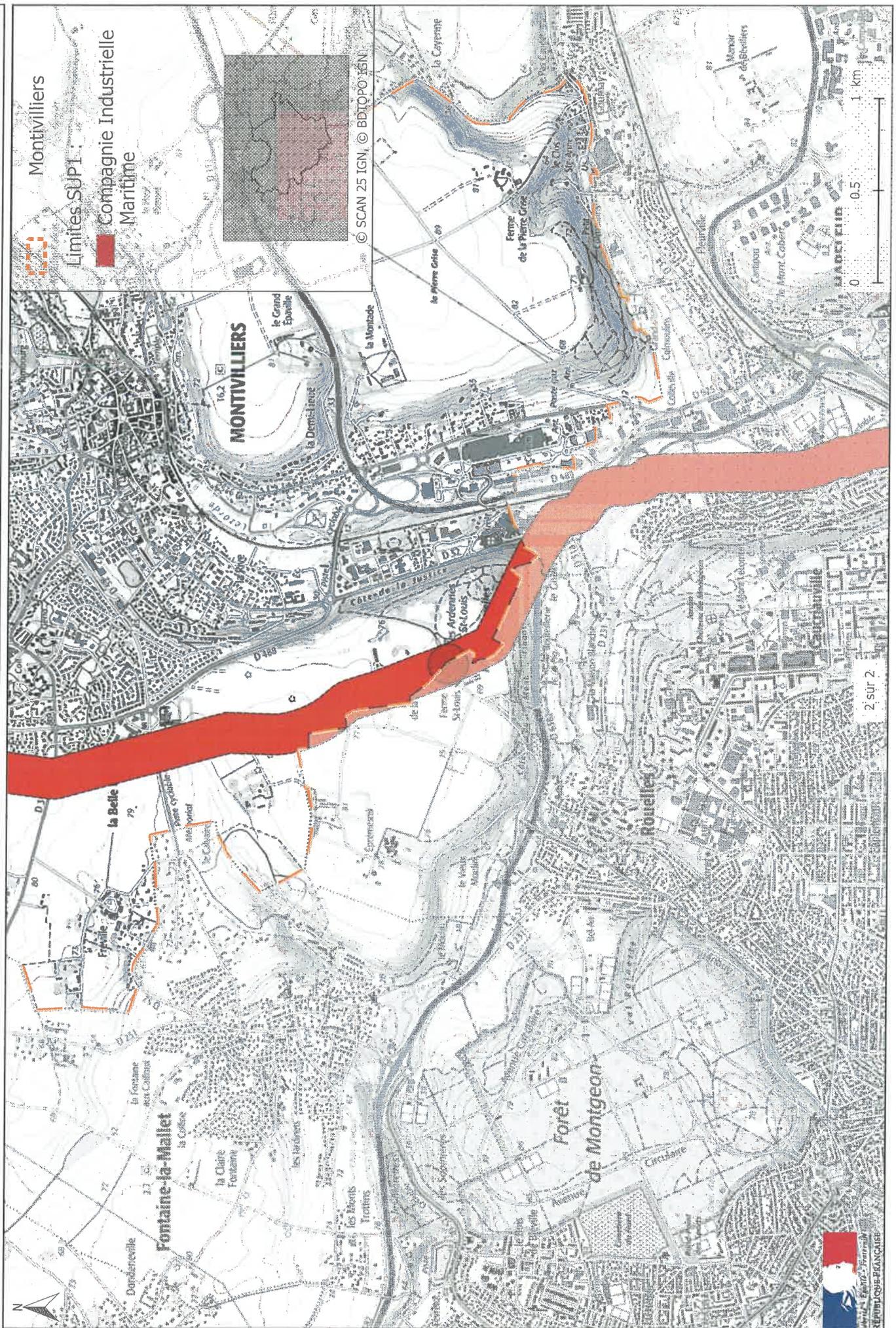
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



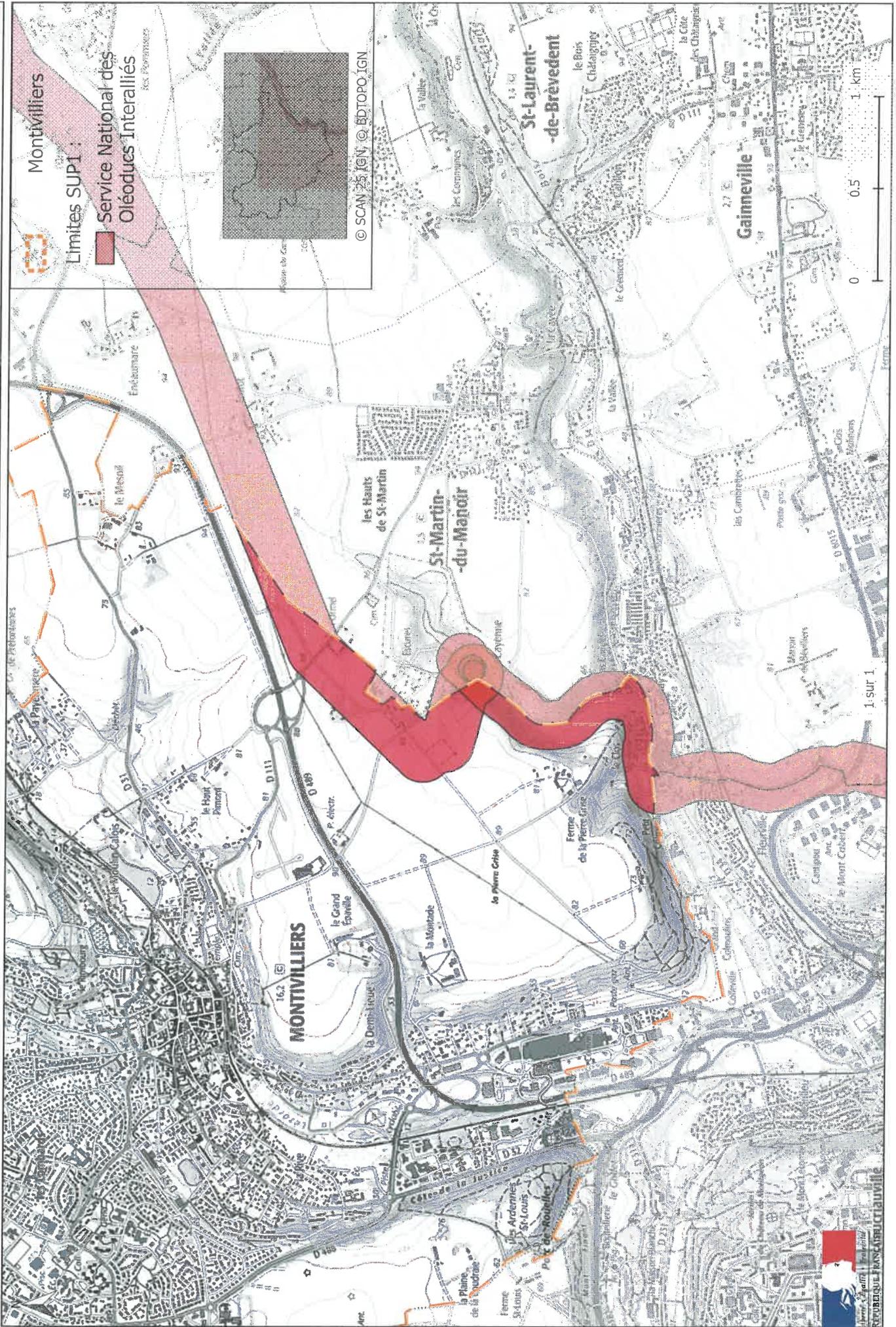
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Préfecture de la Seine-Maritime - DCPAT

76-2020-02-06-018

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de OCTEVILLE SUR-MER.

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
NORMANDIE

Service Risques

Arrêté du - 6 FFV. 2020

instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de OCTEVILLE-SUR-MER

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30, R.555-30-1 et R. 555-31 ;
- Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L.153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1er avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Normandie, du 5 novembre 2019 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime le 10 décembre 2019 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté faite au transporteur le 16 décembre 2019.

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article R.555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555.16, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites en annexe 1 du présent arrêté. Ces SUP sont définies à l'article 2 du présent arrêté et sur la base des distances précisées dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Seule la SUP enveloppe (SUP1) est reproduite à titre indicatif dans la carte⁽¹⁾ jointe en annexe 2 du présent arrêté. La mise en œuvre des restrictions des SUP2 ou SUP3 s'effectue dans le cadre de l'analyse de compatibilité qui est obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Seules font foi les distances reportées dans les tableaux de l'annexe 1 appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les SUP sont définies selon les dispositions suivantes en fonction des zones d'effet:

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur, et son ouverture, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager, concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un an. Une copie est adressée au maire de la commune de OCTEVILLE-SUR-MER.

Article 6

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de OCTEVILLE-SUR-MER, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'au directeur de la Compagnie Industrielle Maritime

Fait à ROUEN, le - 6 FEB 2020

- 6 FEV. 2020

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER

- (1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :
- la préfecture de la Seine-Maritime
 - la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie
 - l'établissement public compétent ou la mairie concernée

ANNEXE1

Caractéristiques des ouvrages concernés et distances SUP associées

Commune de OCTEVILLE-SUR-MER (code INSEE : 76 481)

Canalisations de transport de pétrole brut exploitées par la société Compagnie Industrielle Maritime, exploité par l'établissement du HAVRE et dont le siège social est situé 1, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS

- **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|--------------|------|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Antifer - Le Fontenay PK 9.32 | 24 | 1050 | 201 | enterré | 110 | 15 | 10 |

- **Ouvrages non situés sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|--------------|------|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Le Fontenay PK 9.32 à 9.36 | 24 | 1050 | 0 | enterré | 255 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Le Fontenay PK 9.36 à 9.50 | 24 | 1050 | 0 | enterré | 110 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Montvilliers PK 9.50 à 9.54 | 24 | 1050 | 0 | enterré | 255 | 15 | 10 |

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : - 6 FEV. 2020
ROUEN, le : - 6 FEV. 2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Yvan CORDIER

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : ... - 6 FEV. 2020 .
ROUEN, le : - 6 FEV. 2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Yvan CORDIER

ANNEXE 2

Commune d'OCTEVILLE-SUR-MER

Représentation cartographique des zones de servitude SUP1

Préfecture de la Seine-Maritime - DCPAT

76-2020-02-06-012

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune du GRAND-QUEVILLY.

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
NORMANDIE

Service Risques

Arrêté du - 6 FEV, 2020

instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Le GRAND-QUEVILLY

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30, R.555-30-1 et R. 555-31 ;
- Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L.153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1er avril 2019 nommant M.Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Normandie, du : 5 novembre 2019
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime le 10 décembre 2019 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté faite au transporteur le 16 décembre 2019 ;

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article R.555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555.16, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites en annexe 1 du présent arrêté. Ces SUP sont définies à l'article 2 du présent arrêté et sur la base des distances précisées dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Seule la SUP enveloppe (SUP1) est reproduite à titre indicatif dans la carte⁽¹⁾ jointe en annexe 2 du présent arrêté. La mise en œuvre des restrictions des SUP2 ou SUP3 s'effectue dans le cadre de l'analyse de compatibilité qui est obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Seules font foi les distances reportées dans les tableaux de l'annexe 1 appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les SUP sont définies selon les dispositions suivantes en fonction des zones d'effet:

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur, et son ouverture, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager, concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un an. Une copie est adressée au maire de la commune de Le GRAND-QUEVILLY.

Article 6

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de Le GRAND-QUEVILLY, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'aux directeurs de GRTgaz, Trafil-LHP, Rubis Terminal, et Air Liquide.

Fait à ROUEN, le - 6 FEV. 2020

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation,
le secrétaire général.



Yvan CORDIER

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de la Seine-Maritime
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie
- l'établissement public compétent ou la mairie concernée

ROUEN, le : - 6 FEV. 2020

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

ANNEXE1

Caractéristiques des ouvrages concernés et distances SUP associées

Commune de Le GRAND-QUEVILLY (code INSEE : 76 322)

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :



Yvan CORDIER

• Ouvrages traversant la commune

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| DN200-1957-LE GRAND-QUEVILLY-GRAND-COURONNE-APC_Coupure | 59,1 | 200 | 1223 | enterré | 50 | 5 | 5 |
| DN300-1976-LE GRAND-QUEVILLY-AGQ-GRANDE-PAROISSE | 67,7 | 300 | 870 | enterré | 95 | 5 | 5 |
| DN400-1978-SAINTE-PIERRE-DU-BOSC-GUERARD-LE-GRAND-QUEVILLY | 67,7 | 400 | 1114 | enterré | 145 | 5 | 5 |
| DN400-1988-CANTELEU-LE-GRAND-QUEVILLY | 59,1 | 400 | 1237 | enterré | 135 | 5 | 5 |

• Installations annexes situées sur la commune

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|---|---|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| AGQ-GRANDE-PAROISSE (LE GRAND-QUEVILLY) - 76322 | 35 | 6 | 6 |
| LE GRAND-QUEVILLY - 76322 | 245 | 6 | 6 |

• Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|-----------------------|---|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CANTELEU - 76157 | 150 | 6 | 6 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société TRAPIL LHP, dont le siège social est situé 1, rue Charles-Edouard Jeanneret – Technoparc – 78300 POISSY :

- **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|--------------|------------|---|----------------|---|-----------|-----------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Petit Couronne-Grand Quevilly 12"(PC-T41) | 55,2 | 305 | 1720 | enterré | 135 | 15 | 10 |

- **Installations annexes situées sur la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|--|--|-----------|-----------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Installation annexe de Le Grand Quevilly (T41) | 60 | 30 | 25 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société Rubis terminal, dont le siège social est situé : 33 avenue de Wagram, 75017 Paris, établissement de Le Grand-Quevilly

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|--------------|-----|---|--------------|---|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Partie aérienne au niveau de l'appontement APGA | 10 | 400 | 19 | aérien | 120 | 30 | 25 |
| Partie aérienne passant à proximité de la société Huber Packaging | 10 | 400 | 123 | aérien | 120 | 30 | 25 |
| Passage à proximité d'une entreprise | 10 | 400 | 47 | enterré | 120 | 15 | 10 |
| Travers | 10 | 400 | 279 | enterré | 120 | 15 | 10 |
| Zone portuaire | 10 | 400 | 430 | enterré | 120 | 15 | 10 |
| Partie aérienne au niveau du dépôt AMONT jusqu'aux vannes de sectionnement | 10 | 324 | 4 | aérien | 125 | 45 | 40 |
| Partie aérienne au niveau du dépôt AVAL (au sein de la cuvette B) | 10 | 324 | 10 | aérien | 125 | 45 | 40 |
| Tracé courant enterré | 10 | 324 | 2407 | enterré | 125 | 15 | 10 |
| Tracé courant enterré entre la borne 48 et AMONT | 10 | 324 | 59 | enterré | 125 | 15 | 10 |
| Tracé courant enterré entre les bornes 42 et 48 (sous les voies ferrées) | 10 | 324 | 517 | enterré | 125 | 15 | 10 |
| Dépôt AVAL - Appontement CRD-Amont sur CRD, ligne 10 (jonction vers l'appontement et gare racleur) | 12 | 305 | 16 | aérien | 220 | 45 | 45 |
| Dépôt AVAL - Appontement CRD-Amont sur CRD, ligne 10 (partie ancienne) | 12 | 305 | 80 | aérien | 220 | 45 | 45 |
| Dépôt AVAL - Appontements CRD Amont et CPA2 sur CRD | 7 | 157 | 80 | aérien | 175 | 40 | 40 |
| D7p | 10 | 305 | 80 | aérien | 185 | 45 | 40 |
| Dépôt AVAL - Appontement CPA2 sur CRD (partie ancienne) | 7 | 203 | 80 | aérien | 160 | 40 | 35 |
| Dépôt AVAL - Appontement CRD-Amont sur CRD, ligne 3 (jonction vers l'appontement) | 7 | 305 | 16 | aérien | 220 | 45 | 45 |
| Dépôt AVAL - Appontement CRD-Amont sur CRD, ligne 3 (partie ancienne) | 7 | 305 | 80 | aérien | 220 | 45 | 45 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société Rubis terminal, dont le siège social est situé : 33 avenue de Wagram, 75017 Paris, établissement de Le Grand-Quevilly

• **Installations annexes situées sur la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|---|--|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Vanne de type 12" PN20 située en pied de rack dans la cuvette III, cmtn AVAL | 220 | 45 | 45 |
| Vanne de type 12" PN20 située en pied de rack, cmtn CRD | 220 | 45 | 45 |
| Vanne de type 8" PN20 (serie 150) en pied de rack, cmtn AVAL | 160 | 40 | 35 |
| Vanne de type 8" PN20 (serie 150) située en hauteur sur le rack, cmtn CRD | 160 | 40 | 35 |
| Vanne de type 12" PN20 située 16 m avant le rack et en hauteur (4.5 m du sol), cmtn | 220 | 45 | 45 |
| Vanne de type 12" PN20, située en pied de rack, cmtn CRD | 220 | 45 | 45 |
| Vanne d'isolement au niveau de l'appontement APGA réf. 16".V32.00 | 120 | 30 | 25 |
| Vanne d'isolement au niveau du d(pit HFR | 120 | 30 | 25 |
| Fosse 5 vanne - abrien (d(pit CRD) | 120 | 30 | 25 |
| Vannes d'isolement au niveau du d(pot AMONT réf. V42.01 et V42.02 | 125 | 45 | 40 |
| Vanne d'isolement au niveau du d(pit AVAL réf. V010.02 | 125 | 45 | 40 |
| Vanne de type 6" PN20 située en pied de rack, cmtn AVAL | 175 | 40 | 40 |
| Vannes de type 6"PN20 situées en hauteur sur le rack (après le "T") | 175 | 40 | 40 |
| Vanne de type 12" PN20 située en pied de rack, cmtn AVAL | 185 | 45 | 40 |
| Vanne de type 12" PN20 située en pied de rack, cmtn CRD | 185 | 45 | 40 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Canalisations de transport de produits chimiques exploitée par la société Air Liquide CO2 Europe, établissement de Grand Couronne, dont le siège social est situé: 6 RUE COGNACQ JAY, 75007 PARIS

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------|--------------|-----|---|--------------|---|------|-----|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP |
| DN 125 GRAND-COURONNE | 32 | 125 | 2444 | enterré | 10 | 5 | 5 |

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : - 6 FEV. 2020
ROUEN, le : - 6 FEV. 2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



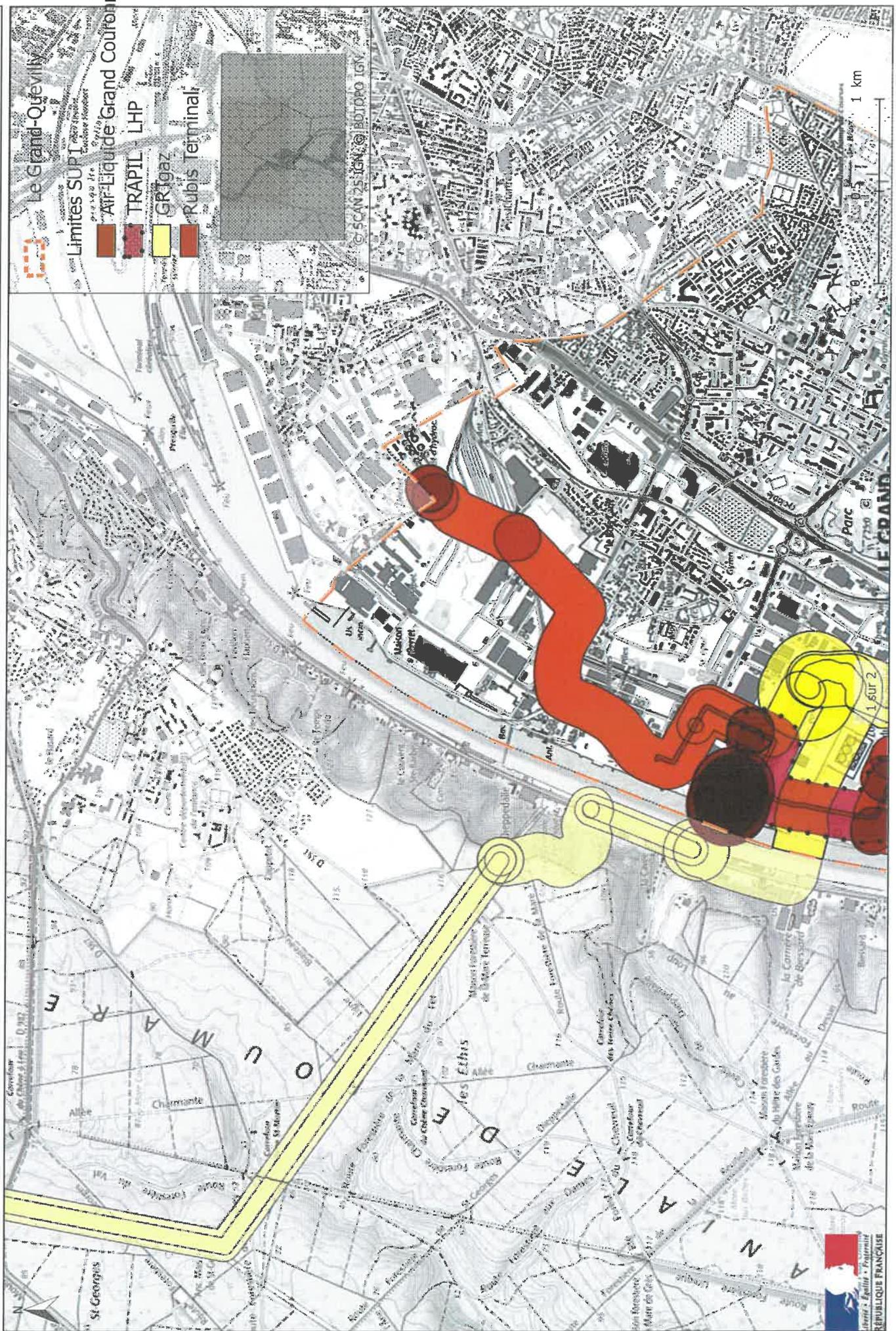
Yvan CORDIER

ANNEXE 2

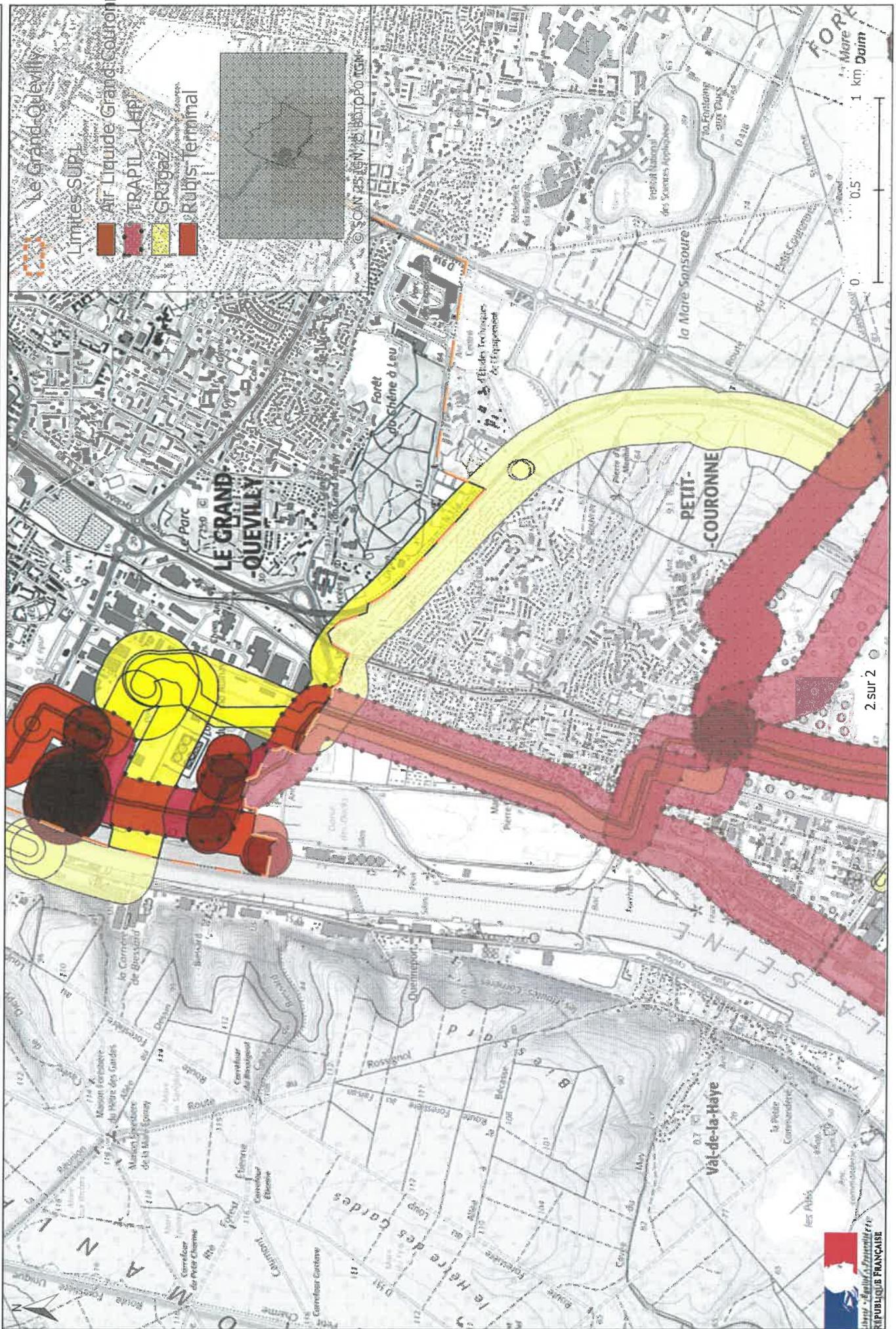
Commune du GRAND-QUEVILLY

Représentation cartographique des zones de servitude SUP1

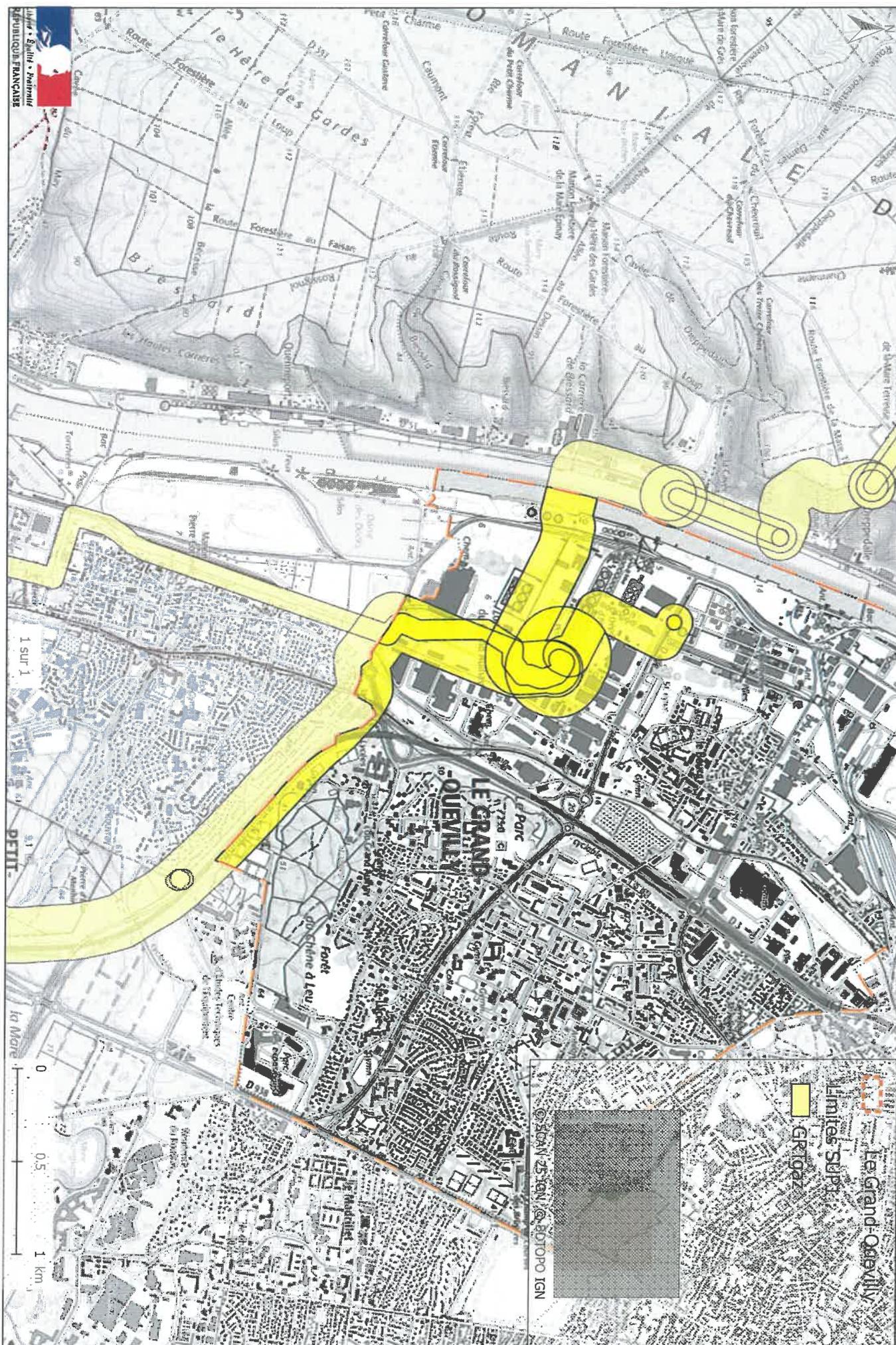
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



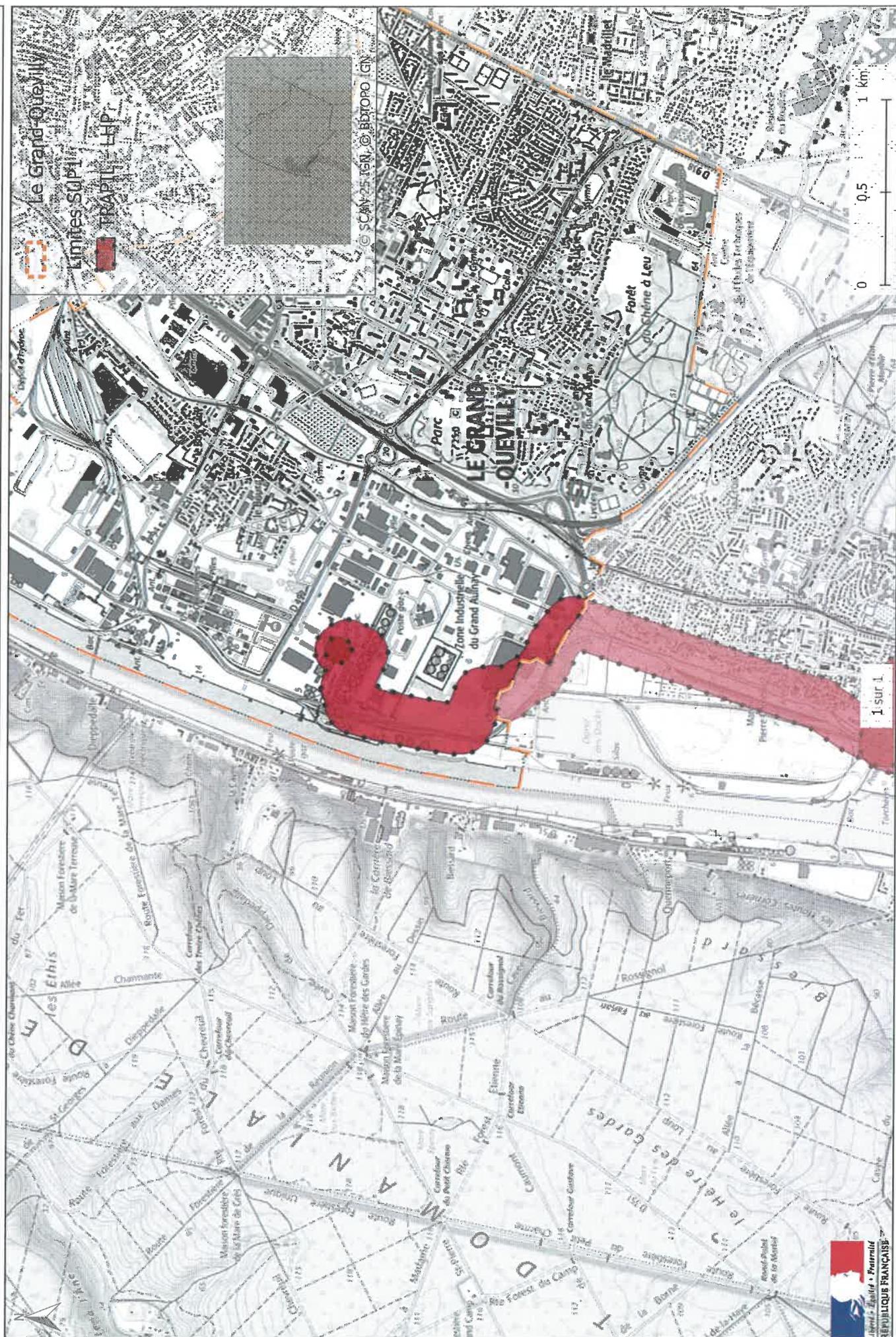
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Préfecture de la Seine-Maritime - DCPAT

76-2020-02-06-013

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune du HAVRE.

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
NORMANDIE

Service Risques

Arrêté du - 6 FEV. 2020

instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Le HAVRE

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30, R.555-30-1 et R. 555-31 ;
- Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L.153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1er avril 2019 nommant M.Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-154 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Normandie, du 5 novembre 2019 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime le 10 décembre 2019 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté faite au transporteur le 16 décembre 2019 ;

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article R555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555.16, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites en annexe 1 du présent arrêté. Ces SUP sont définies à l'article 2 du présent arrêté et sur la base des distances précisées dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Seule la SUP enveloppe (SUP1) est reproduite à titre indicatif dans la carte⁽¹⁾ jointe en annexe 2 du présent arrêté. La mise en œuvre des restrictions des SUP2 ou SUP3 s'effectue dans le cadre de l'analyse de compatibilité qui est obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Seules font foi les distances reportées dans les tableaux de l'annexe 1 appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les SUP sont définies selon les dispositions suivantes en fonction des zones d'effet:

Servitude SUP1. correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur, et son ouverture, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2. correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3. correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager, concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un an. Une copie est adressée au maire de la commune de Le HAVRE.

Article 6

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de Le HAVRE, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'aux directeurs de GRTgaz, Trapil, TOTAL RAFFINAGE France, ESSO Raffinage SAS, Air Liquide, SEPP, SHMPP, la CIM et du Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI).

Fait à ROUEN, le **- 6 FEV. 2020**

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER

- (1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :
- la préfecture de la Seine-Maritime
 - la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie
 - l'établissement public compétent ou la mairie concernée

ANNEXE1

Caractéristiques des ouvrages concernés et distances SUP associées.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,Commune de Le HAVRE (code INSEE : 76 351)

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

• Ouvrages traversant la commune

Yvan CORDIER

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|--------------|-----|---|--------------|---|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| DN100-1969-LE_HAVRE_Canal- GONFREVILLE_L'ORCHER_YAR1 | 67,7 | 100 | 530 | enterré | 25 | 5 | 5 |
| DN100-1984- BRANCHEMENT_LE_HAVRE_ DRESSER_France | 45,5 | 100 | 163 | enterré | 20 | 5 | 5 |
| DN100-1984- BRANCHEMENT_LE_HAVRE_ DRESSER_France | 45,5 | 200 | 0,2 | enterré | 40 | 5 | 5 |
| DN100-2000- BRT_MONTWILLIERS_LA_SECC | 45,5 | 100 | 675 | enterré | 20 | 5 | 5 |
| DN150-1978-LE_HAVRE_Canal- GONFREVILLE_L'ORCHER_ HYDRO_AGRI_(SNS_YAR1) | 67,7 | 150 | 1164 | enterré | 45 | 5 | 5 |
| DN150-1992- BRT_LE_HAVRE_LES_NEIGES | 67,6 | 150 | 84 | enterré | 45 | 5 | 5 |
| DN150-1992- BRT_LE_HAVRE_LES_NEIGES | 67,6 | 200 | 0,85 | enterré | 55 | 5 | 5 |
| DN200-1955-HARFLEUR-LE_HAVRE | 45,5 | 200 | 4422 | enterré | 40 | 5 | 5 |
| DN200-1955-HARFLEUR-LE_HAVRE | 45,5 | 200 | 103 | aérien | 40 | 13 | 13 |
| SAINT-ILLIERS - LE HAVRE 600 500 400 | 67,6 | 500 | 3242 | enterré | 195 | 5 | 5 |
| SAINT-ILLIERS - LE HAVRE 600 500 400 | 67,7 | 500 | 160 | enterré | 195 | 5 | 5 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRTgaz, dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES :

• **Installations annexes situées sur la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|---------------------------------|--|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CAUCRIAUVILLE SECC - 76351 | 35 | 6 | 6 |
| LE HAVRE DRESSER FRANCE - 76351 | 35 | 6 | 6 |
| LE HAVRE LES NEIGES - 76351 | 35 | 6 | 6 |
| LE HAVRE CANAL - 76351 | 180 | 6 | 6 |
| LE HAVRE VILLE - 76351 | 105 | 6 | 6 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

• **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|--|--|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| GONFREVILLE Lix; SNA YARA FRANCE - 76305 | 120 | 6 | 6 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures (PLIF) exploitées par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, établissement de GARGENVILLE, dont le siège social est situé 2 place Jean MILLIER, LA DEFENSE, 92400 COURBEVOIE :

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------|--------------|-----|---|--------------|---|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| SP1-SP4 | 69,2 | 508 | 15 | aérien | 70 | 15 | 10 |
| SP1-SP4 | 69,2 | 508 | 56 | aérien | 70 | 15 | 10 |
| SP1-SP4 | 69,2 | 508 | 3120 | enterré | 70 | 15 | 10 |
| SP1-SP4 | 69,2 | 508 | 3115 | enterré | 70 | 15 | 10 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société TRAPIL LHP, dont le siège social est situé 1, rue Charles-Edouard Jeanneret – Technoparc – 78300 POISSY :

- **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|-------------------------------------|--------------|------------|---|----------------|---|-----------|-----------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Le Havre-Gonfreville 10"(LHA-GVA) | 56,3 | 254 | 7314 | enterré | 115 | 15 | 10 |
| Le Havre-Gonfreville 20"(LHB-GVC) | 54,2 | 508 | 6664 | enterré | 135 | 15 | 10 |
| Le Havre-Gonfreville 20"(LHB-GVC) | 54,2 | 508 | 17 | aérien | 375 | 35 | 35 |

- **Installations annexes situées sur la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|-------------------------------------|--|-----------|-----------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Installation annexe du Havre (LHA) | 65 | 35 | 35 |
| Installation annexe du Havre (LHB) | 65 | 35 | 35 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques exploitées par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, établissement de GONFREVILLE L'ORCHER dont le siège social est situé 2 place Jean MILLIER, LA DEFENSE 6, 92400 COURBEVOIE :

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|--|--------------|------------|---|----------------|---|-----------|-----------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| 08P_Norgal_(butane)_antenne_ Signalnor_Hloc - partie 4 | 49 | 219 | 167 | enterré | 150 | 35 | 30 |
| 06P_Norgal_(propane)_antenne_ Signalnor_Hloc - partie 4 | 49 | 168 | 170 | enterré | 100 | 35 | 25 |
| 16P_2_Shmpp - partie 2 | 19,6 | 406 | 980 | enterré | 50 | 15 | 10 |
| 16P_2_Shmpp - partie 3 | 19,6 | 406 | 2,72 | aérien | 50 | 30 | 25 |
| 16P_1_Cim - partie 1 | 50 | 406 | 34 | aérien | 135 | 55 | 50 |
| 16P_1_Cim - partie 2 | 50 | 406 | 7277 | enterré | 135 | 15 | 10 |
| 34P_2_Cim - partie 1 | 13 | 864 | 11,36 | aérien | 70 | 35 | 30 |
| 34P_2_Cim - partie 2 | 13 | 864 | 3268 | enterré | 70 | 15 | 10 |
| 10P_Shmpp - partie 2 | 35 | 273 | 649 | enterré | 55 | 15 | 10 |
| 10P_Shmpp - partie 3 | 35 | 273 | 11 | aérien | 55 | 35 | 30 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

Canalisations de transport d'hydrocarbures et de produits chimiques exploitées par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, établissement de GONFREVILLE L'ORCHER dont le siège social est situé 2 place Jean MILLIER, LA DEFENSE 6, 92400 COURBEVOIE :

- **Ouvrages non situés sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|-----------|-----|--------------------------------------|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| 08P_Norgal_(butane)_antenne_Signalnor_Hoc - partie 2 | 49 | 219 | 0 | enterré | 150 | 35 | 30 |
| 08P_Norgal_(butane)_antenne_Signalnor_Hoc - partie 3 | 49 | 219 | 0 | aérien | 235 | 55 | 50 |
| 08P_Norgal_(butane)_antenne_Signalnor_Hoc - partie 5 | 49 | 219 | 0 | aérien | 235 | 55 | 50 |
| 06P_Norgal_(propane)_antenne_Signalnor_Hoc - partie 2 | 49 | 168 | 0 | enterré | 100 | 35 | 25 |
| 06P_Norgal_(propane)_antenne_Signalnor_Hoc - partie 3 | 49 | 168 | 0 | aérien | 175 | 55 | 45 |
| 06P_Norgal_(propane)_antenne_Signalnor_Hoc - partie 5 | 49 | 168 | 0 | aérien | 175 | 55 | 45 |

- **Installations annexes situées sur la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|-----------------------------------|---|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Gare racleur de la Cim - 34"2 | 70 | 35 | 30 |
| Chambre à vanne SHP HOC - 16"1 | 135 | 55 | 50 |
| Gare racleur de la Cim - 16"1 | 135 | 55 | 50 |
| Gare racleur de SHMPP - 10" SHMPP | 55 | 35 | 30 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

**Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société ESSO Raffinage SAS ,
établissement de Port-Jérôme-Sur-Seine, dont le siège social est situé TOUR MANHATTAN
5/6, 5 PL DE L IRIS, 92 400 COURBEVOIE**

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|----------------------------------|--------------|-----|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Exxon_Esso_10P_(TJ)_Cim_partie 1 | 30 | 254 | 1815 | aérien | 130 | 35 | 35 |
| Exxon_Esso_10P_(TJ)_Cim_partie 2 | 30 | 254 | 5057 | enterré | 130 | 15 | 10 |
| Exxon_Esso_22P_26P_Cim_partie 1 | 20 | 559 | 261 | aérien | 130 | 40 | 40 |
| Exxon_Esso_22P_26P_Cim_partie 2 | 20 | 559 | 3053 | enterré | 100 | 15 | 10 |
| Exxon_Esso_22P_26P_Cim_partie 3 | 20 | 660 | 1905 | enterré | 100 | 15 | 10 |
| Exxon_Mobil_14P_Cim_Partie 1 | 35 | 356 | 1204 | aérien | 105 | 35 | 35 |
| Exxon_Mobil_14P_Cim_Partie 2 | 35 | 356 | 5057 | enterré | 105 | 15 | 10 |

**Canalisations de transport de produits chimiques exploitée par la société AIR LIQUIDE
FRANCE INDUSTRIE Zone Industrielle Est Portuaire du Havre – Route des Alizés
76 430 SANDOUVILLE**

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|----------------------------------|--------------|-----|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Gonfreville - CIM (ex Petroplus) | 55,7 | 350 | 6235 | enterré | 322 | 40 | 35 |
| Gonfreville - CIM (ex Petroplus) | 55,7 | 350 | 6 | aérien | 322 | 40 | 35 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures dénommées Oléoducs de Défense Commune (ODC), exploitées par le Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI), service du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, direction générale de l'énergie et du climat, Tour Séquoia, 92055 La Défense Cedex

Opérateur: TRAPIL – ODC 22 B route de Demigny Champforgeuil CS 30081 71103 Chalon-sur-Saône Cedex

- **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------|-------------|------------|--------------------------------------|----------------|--|-----------|-----------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CIM - Le Havre | 19,6 | 508 | 5749 | enterré | 130 | 15 | 10 |

- **Installations annexes situées sur la commune**

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|-----------------------------|---|-----------|-----------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Chambre à vannes Pont Rouge | 55 | 15 | 10 |
| Expedition CIM | 65 | 15 | 10 |

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Canalisations de transport de pétrole brut exploitées par la société Compagnie Industrielle Maritime (CIM), exploité par l'établissement du HAVRE et dont le siège social est situé 1, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|--------------|------|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Montivilliers PK 9.54 – Vanne de Montivilliers | 24 | 1050 | 27 | enterré | 110 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Vanne de Montivilliers - Vanne de l'Ecluse | 24 | 1050 | 4890 | enterré | 105 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Vanne de l'Ecluse - Ecluse | 24 | 1050 | 41 | enterré | 105 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Passage en galerie technique (sous l'Ecluse) PK 22 | 24 | 1050 | 105 | enterré | 225 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Ecluse - Canal de réalimentation | 24 | 1050 | 35 | enterré | 105 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Canal de réalimentation PK 23.10 à 23.12 | 24 | 1050 | 37 | aérien | 225 | 45 | 40 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Canal de réalimentation - Cim | 24 | 1050 | 3382 | enterré | 105 | 15 | 10 |
| CIM Antifer-Le Havre Tronçon Cim partie aérienne arrivée | 24 | 1050 | 21 | aérien | 225 | 45 | 40 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers (SHMPP) située: Route de La Pointe du Hoc BP 64 - Port du Havre 4066 76050 LE HAVRE CEDEX

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|------------------------|--------------|-----|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| 16 pouces | 19 | 406 | 1010 | enterré | 80 | 15 | 10 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société Société d'Entreposage de produits Pétroliers (SEPP) située : 500 boulevard Jules Durand, 76600 Le HAVRE

• **Ouvrages traversant la commune**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|-------------------------------------|--------------|-----|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Quai du Rhin 1 Point n° 1 | 4 | 200 | 107 | enterré | 75 | 15 | 10 |
| Quai du Rhin 1 Point n° 2 | 4 | 200 | 36 | enterré | 75 | 15 | 10 |
| Quai du Rhin 1 Point N° 3 | 4 | 200 | 409 | enterré | 75 | 15 | 10 |
| Quai du Rhin 1 Quai de déchargement | 4 | 200 | 14 | aérien | 75 | 15 | 10 |
| Quai du Rhin 1 Site SEPP | 4 | 200 | 106 | enterré | 75 | 15 | 10 |
| Quai du Rhin 2 | 4 | 200 | 145 | enterré | 75 | 15 | 10 |
| Quai du Rhin 2 Point N° 3 | 4 | 200 | 410 | enterré | 75 | 15 | 10 |
| Quai du Rhin 2 Quai de déchargement | 4 | 200 | 15 | aérien | 75 | 15 | 10 |
| Quai du Rhin 2 Site SEPP | 4 | 200 | 104 | enterré | 75 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial A Point n°2 | 1,5 | 100 | 74 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial A Point n°3 | 1,5 | 100 | 108 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial A Quai de déchargement | 1,5 | 100 | 2 | aérien | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial B Point n°2 | 4 | 150 | 75 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial B Point n°3 | 4 | 150 | 108 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial B Quai de déchargement | 4 | 150 | 2 | aérien | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial C Point n°2 | 4 | 150 | 75 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial C Point n°3 | 4 | 150 | 108 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial C Quai de déchargement | 4 | 150 | 2 | aérien | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial D Point n°2 | 4 | 200 | 108 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial D Point n°3 | 4 | 200 | 109 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial D Quai de déchargement | 4 | 200 | 2 | aérien | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial E Point n°2 | 4 | 150 | 110 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial E Point n°3 | 4 | 150 | 110 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial E Quai de déchargement | 4 | 150 | 2 | aérien | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial F Point n°2 | 4 | 150 | 112 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial F Point n°3 | 4 | 150 | 110 | enterré | 65 | 15 | 10 |
| Quai Fluvial F Quai de déchargement | 4 | 150 | 2 | aérien | 65 | 15 | 10 |

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société Société d'Entreposage de produits Pétroliers (SEPP) située : 500 boulevard Jules Durand, 76600 Le HAVRE

• **Ouvrages traversant la commune (suite)**

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Longueur dans la commune (en mètres) | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---------------------------------------|--------------|-----|---|--------------|--|------|------|
| | | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| Trapil 1 CaV Trapil | 12 | 250 | 8 | aérien | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 1 Entre point n°3 et point n°4 | 12 | 250 | 8 | enterré | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 1 Entre point n°4 et caV SEPP | 12 | 250 | 243 | enterré | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 1 Point n°2 | 12 | 250 | 175 | enterré | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 1 Point n°3 | 12 | 250 | 10 | enterré | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 1 Point n°4 | 12 | 250 | 118 | enterré | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 2 CaV Trapil | 12 | 250 | 5 | aérien | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 2 Entre point n°3 et point n°4 | 12 | 250 | 9 | enterré | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 2 Entre point n°4 et caV SEPP | 12 | 250 | 239 | enterré | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 2 Point n°2 | 12 | 250 | 155 | enterré | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 2 Point n°3 | 12 | 250 | 10 | enterré | 95 | 15 | 10 |
| Trapil 2 Point n°4 | 12 | 250 | 118 | enterré | 95 | 15 | 10 |

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : ... - 6 FEV. 2020.
ROUEN, le : - 6 FEV. 2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



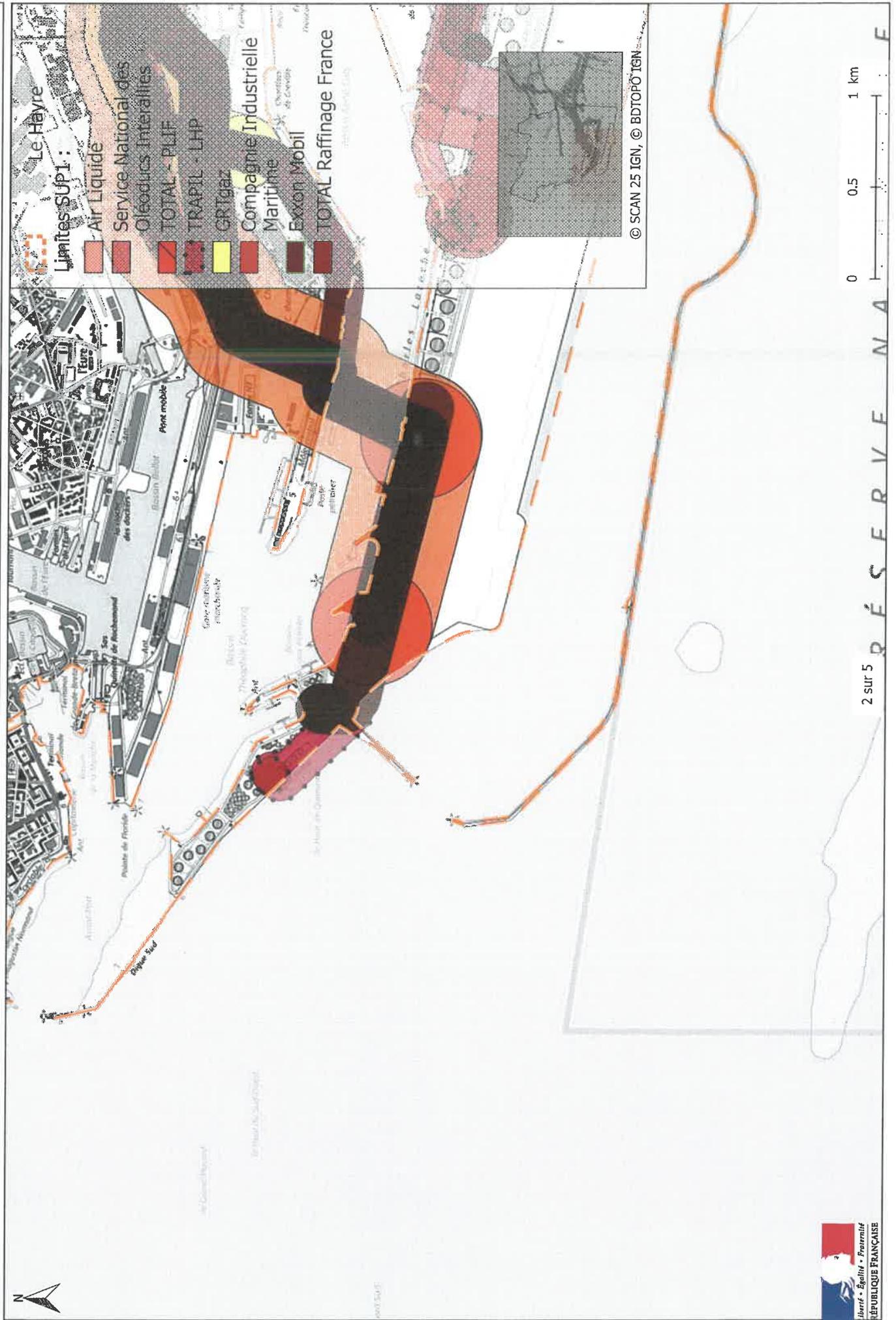
Yvan CORDIER

ANNEXE 2

Commune du HAVRE

Représentation cartographique des zones de servitude SUP1

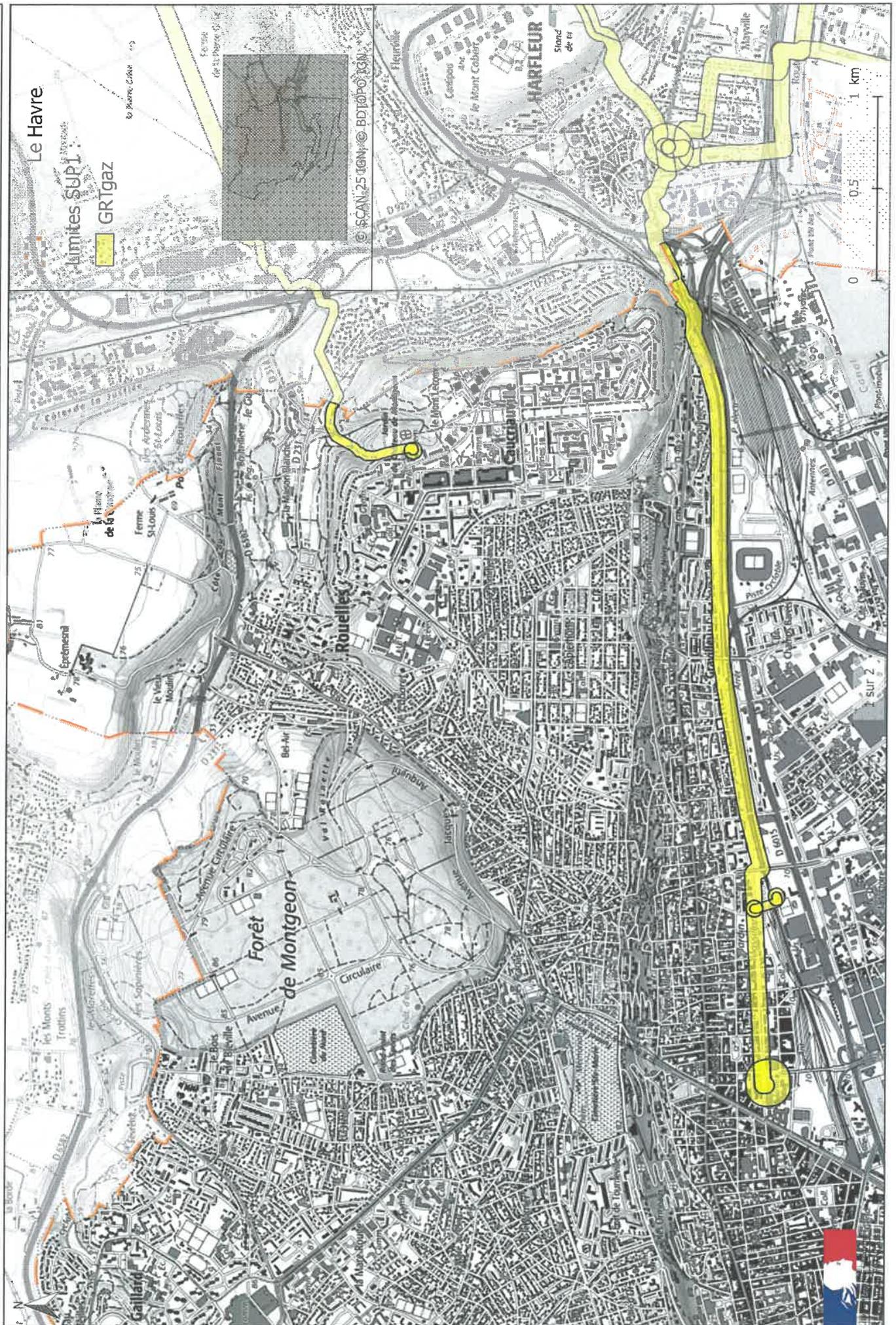
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



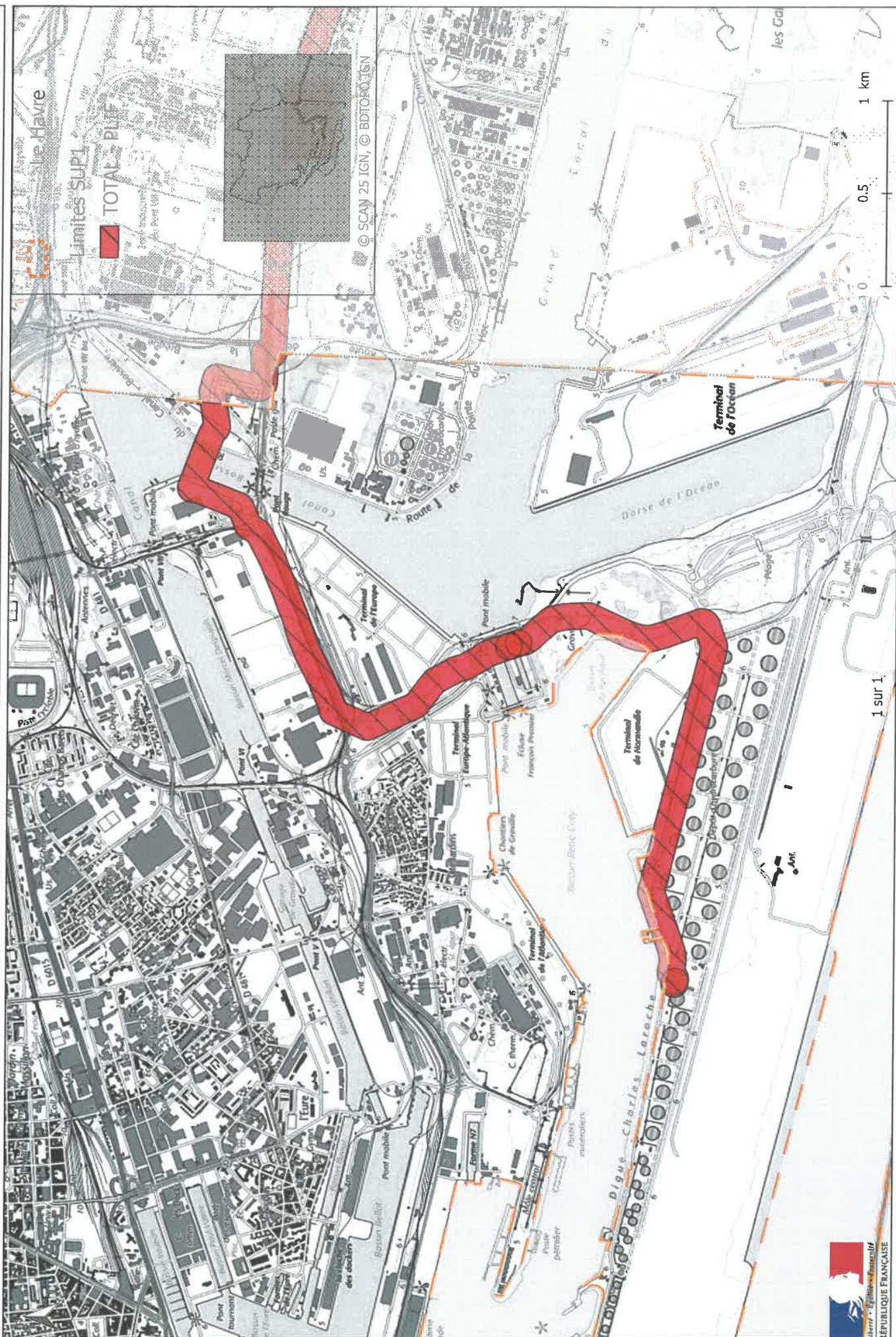
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



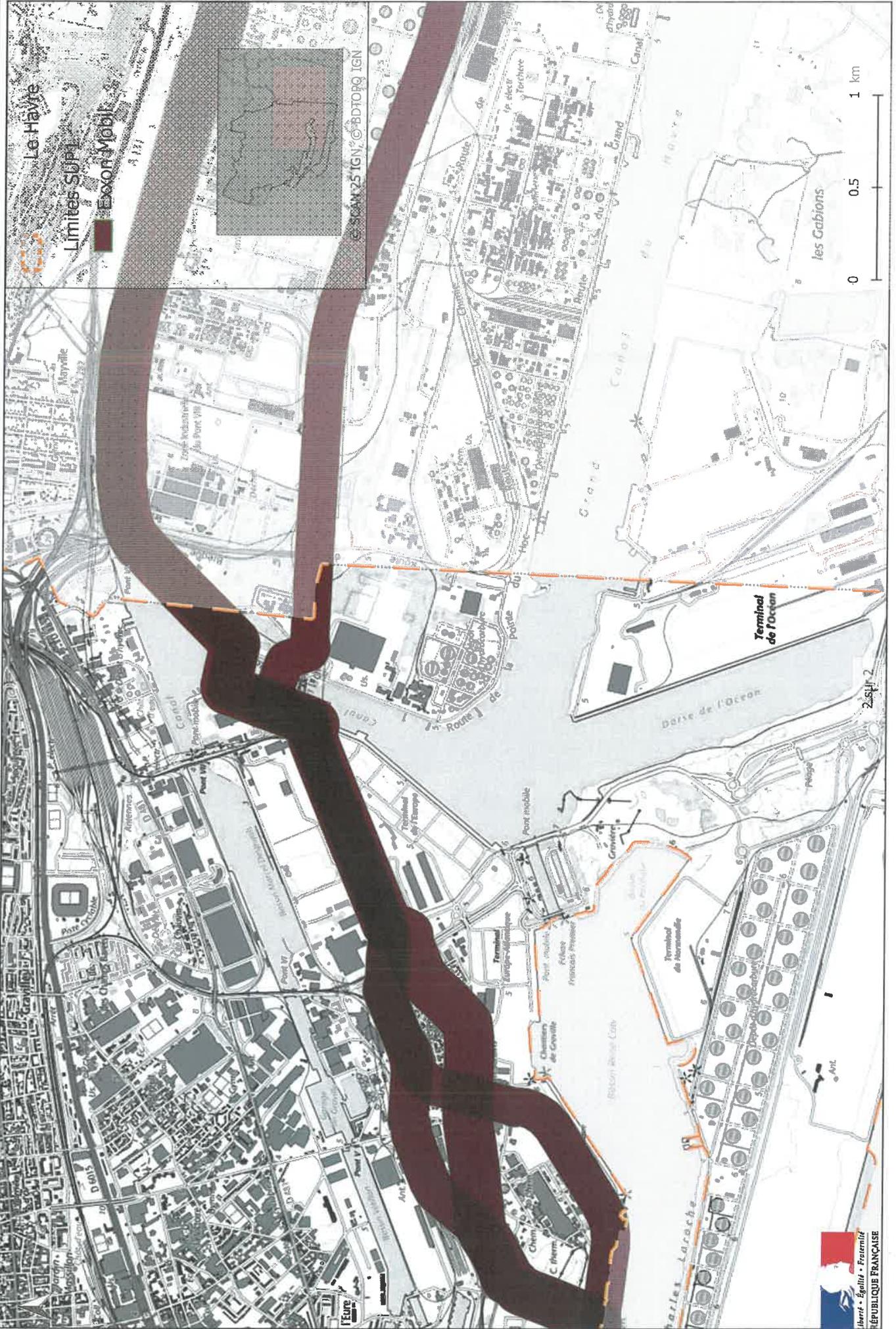
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



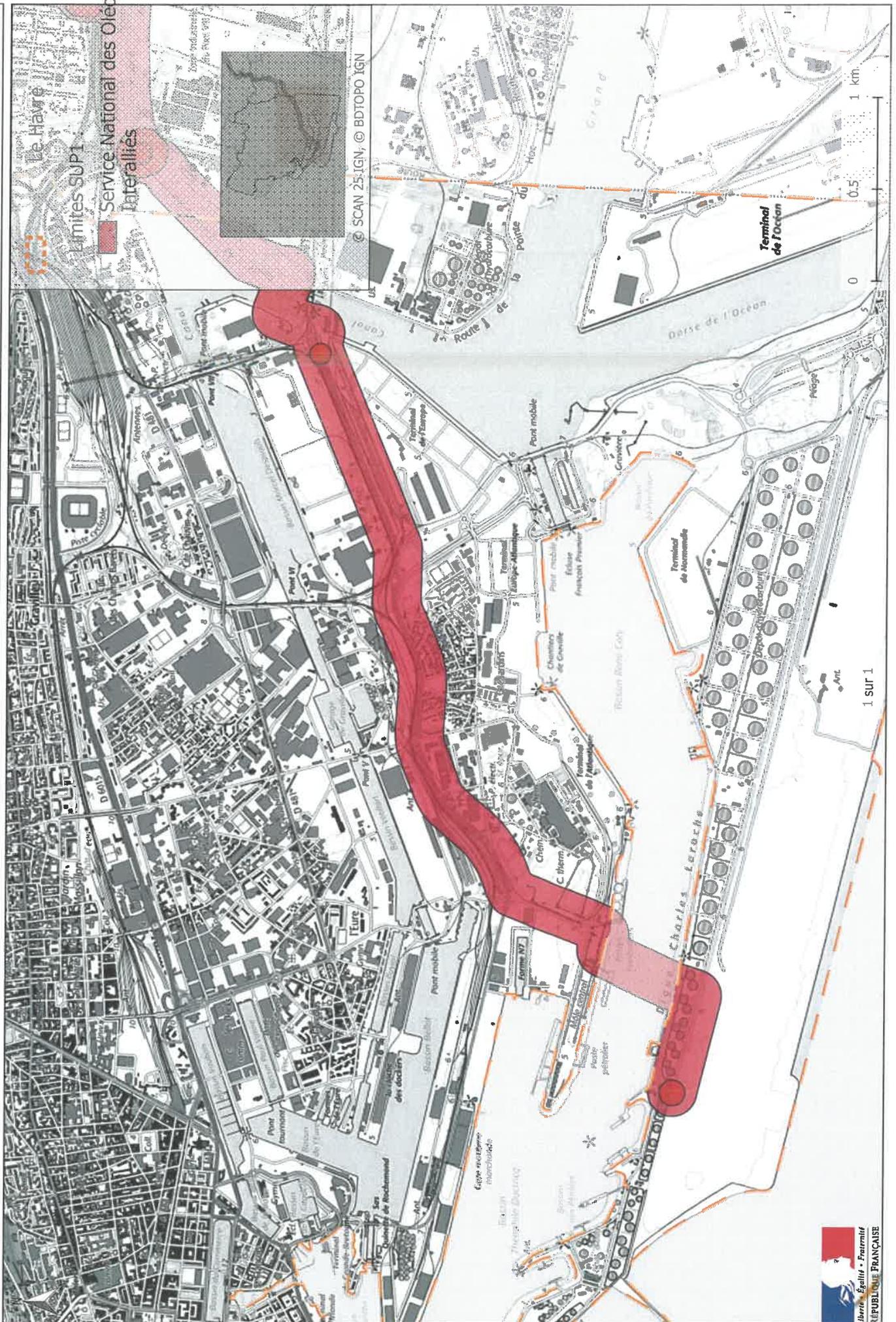
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



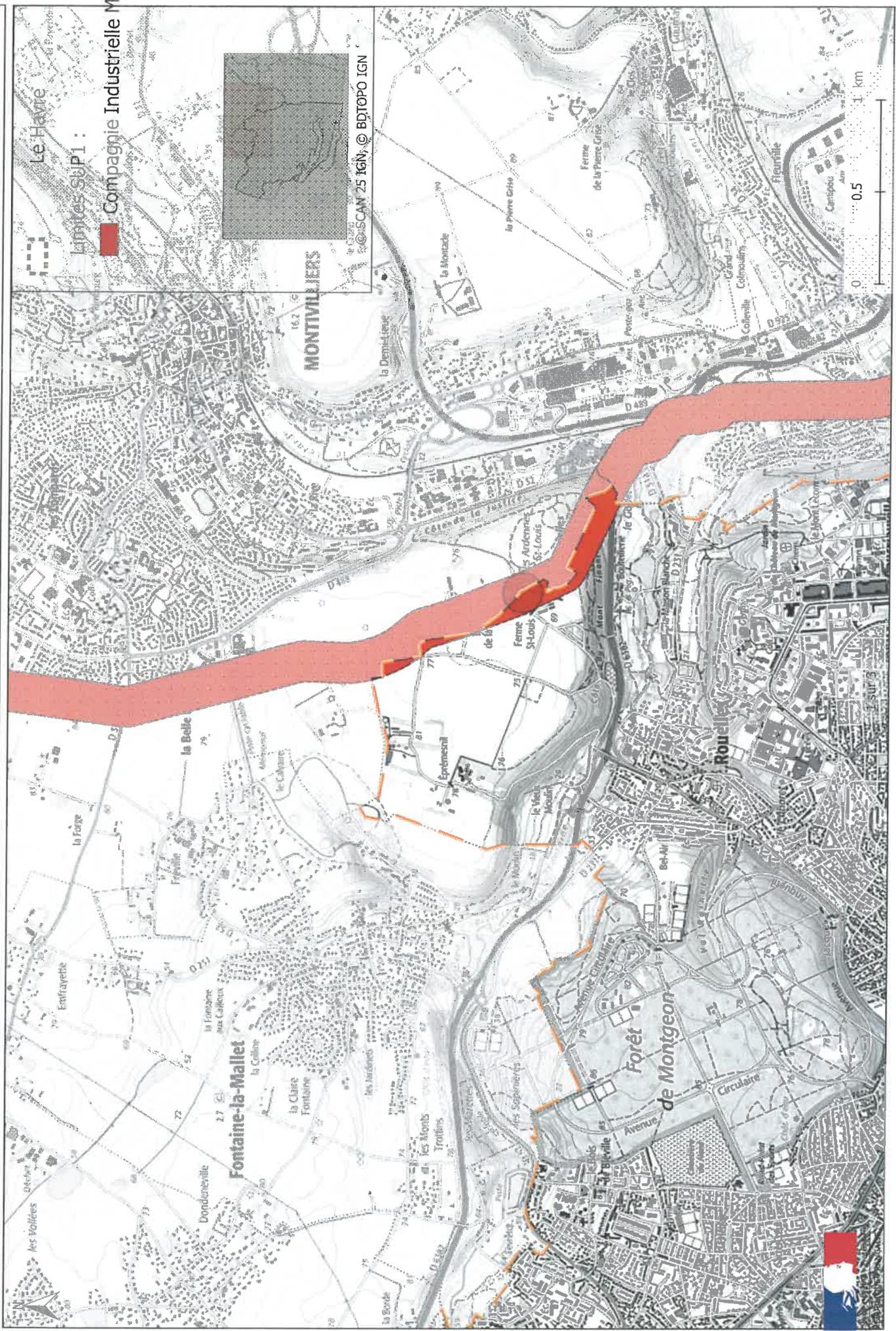
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



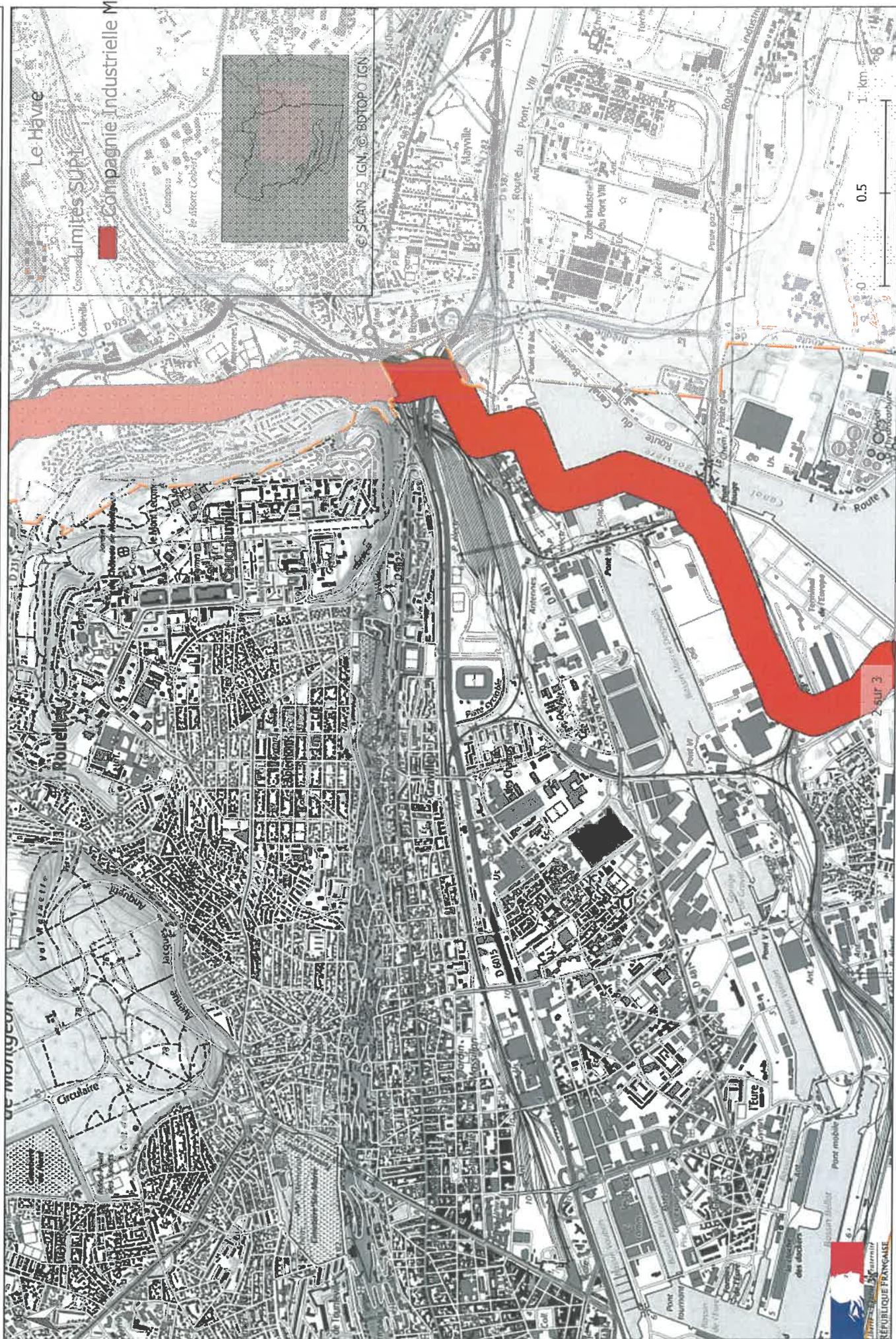
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



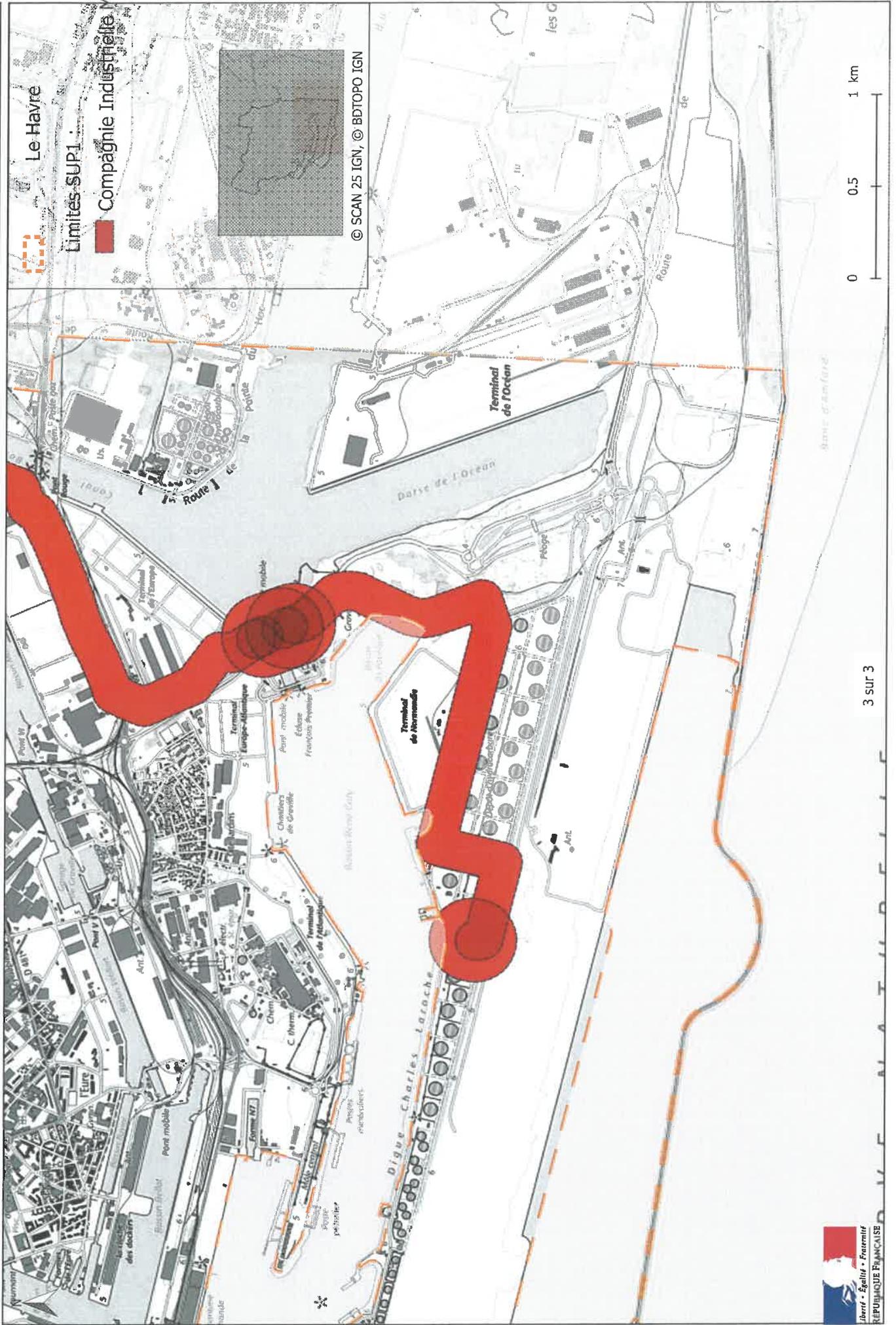
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



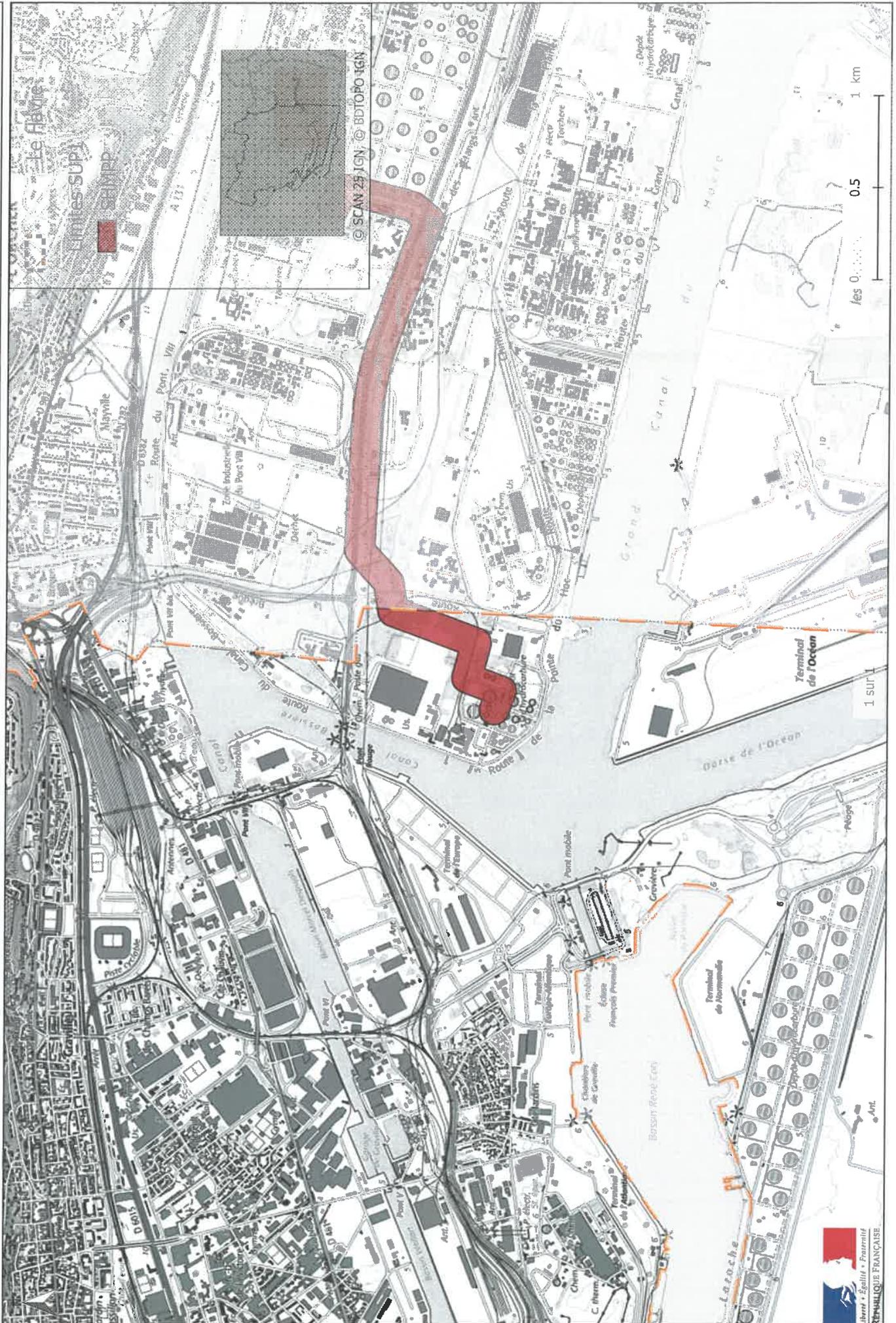
Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



Préfecture de la Seine-Maritime - DCPAT

76-2020-02-06-014

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé,

Arrêté du 6 février 2020 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune du PETIT-QUEVILLY.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT DE
NORMANDIE

Service Risques

Arrêté du – 6 FEV. 2020

instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de LE PETIT-QUEVILLY.

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30, R.555-30-1 et R. 555-31 ;
- Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L. 101-2, L. 132-1, L. 132-2, L. 151-1 et suivants, L.153-60, L. 161-1 et suivants, L. 163-10, R. 431-16 ;
- Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1er avril 2019 nommant M.Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°19-154 du 19 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Normandie, du 5 novembre 2019 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime le 10 décembre 2019 ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté faite au transporteur le 16 décembre 2019 .

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article R.555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555.16, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites en annexe 1 du présent arrêté. Ces SUP sont définies à l'article 2 du présent arrêté et sur la base des distances précisées dans les tableaux figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Seule la SUP enveloppe (SUP1) est reproduite à titre indicatif dans la carte⁽¹⁾ jointe en annexe 2 du présent arrêté. La mise en œuvre des restrictions des SUP2 ou SUP3 s'effectue dans le cadre de l'analyse de compatibilité qui est obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Seules font foi les distances reportées dans les tableaux de l'annexe 1 appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Article 2

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les SUP sont définies selon les dispositions suivantes :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur, et son ouverture, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R. 555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager, concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application du R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un an. Une copie est adressée au maire de la commune de LE PETIT-QUEVILLY.

Article 6

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de LE PETIT-QUEVILLY, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi qu'au directeur de Rubis Terminal.

Fait à ROUEN, le **- 6 FEV. 2020**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER

- (1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :
- la préfecture de la Seine-Maritime
 - la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie
 - l'établissement public compétent ou la mairie concernée

ANNEXE1

Caractéristiques des ouvrages concernés et distances SUP associées

Commune de LE PETIT-QUEVILLY (code INSEE : 76498)

Canalisations de transport d'hydrocarbures exploitées par la société Rubis terminal, dont le siège social est situé : 33 avenue de Wagram, 75017 Paris, établissement de Le Grand-Quevilly

- Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

| Nom de la canalisation | PMS (bar) | DN | Implantation | Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation) | | |
|---|--------------|-----|--------------|--|------|------|
| | | | | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| | | | | Partie aérienne au niveau du dépôt AMONT jusqu'aux vannes de sectionnement | 10 | 324 |
| Tracé courant enterré entre la borne 48 et AMONT | 10 | 324 | enterré | 125 | 15 | 10 |
| Tracé courant enterré entre les bornes 42 et 48 (sous les voies ferrées) | 10 | 324 | enterré | 125 | 45 | 40 |

- Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

| Nom de l'installation | Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation) | | |
|-----------------------|---|------|------|
| | SUP1 | SUP2 | SUP3 |
| | Vannes d'isolement au niveau du depot AMONT rnf. V42.01 et V42.02 | 125 | 45 |

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : - 6 FEV. 2020
ROUEN, le : - 6 FEV. 2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Yvan CORDIER

ANNEXE 2

Commune du PETIT-QUEVILLY

Représentation cartographique des zones de servitude SUP1

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du : -6.FEV.2020.....
ROUEN, le -6.FEV.2020
LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Yvan CORDIER

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses

